



Assemblée générale

Distr. générale
7 août 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quatorzième session
Genève, 22 octobre-5 novembre 2012

Rapport national présenté conformément au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Pérou

* Le document est reproduit tel qu'il a été reçu. Son contenu n'implique aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I. Méthodologie

1. Le rapport national¹ de l'État péruvien a été rédigé sur la base d'une approche participative et planifiée. Le secrétariat technique du Conseil national des droits de l'homme² qui relève du Ministère de la justice et des droits de l'homme (MINJUS) a été chargé de coordonner les travaux de rédaction. À cet effet, un Groupe de travail multisectoriel composé de plusieurs organismes d'État³ a été créé. Le Groupe de travail a tenu des réunions périodiques afin d'examiner les principaux progrès réalisés et les grandes difficultés rencontrées en matière de droits de l'homme, compte tenu surtout des recommandations adressées au Pérou pendant le premier cycle de l'Examen périodique universel (EPU).
2. Les deux premières versions du rapport national ont été présentées au Conseil national des droits de l'homme (CNDH)⁴ dont font partie des institutions de l'État⁵ et des représentants de la société civile⁶, ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales extérieures au CNDH⁷. Enfin, le rapport a été approuvé par el Despacho Viceministerial de Derechos Humanos y Acceso a la Justicia (Bureau vice-ministériel aux droits de l'homme et à l'accès à la justice) du MINJUS.
3. Il convient de préciser que l'élaboration du présent rapport a bénéficié du précieux soutien technique du Bureau régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour l'Amérique du Sud.

II. Cadre normatif et institutionnel

4. Au Pérou, les accords internationaux en matière des droits de l'homme ont rang constitutionnel⁸ et ont une autorité supérieure à celle du droit interne.
5. Le Congrès de la République a approuvé en juillet 2012, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁹. De même, l'adoption en 2011 de la loi sur le droit à la consultation préalable des populations autochtones (Ley del Derecho a la Consulta Previa a los Pueblos Indígenas u Originarios), ainsi que l'adhésion en mars 2012 à la Convention sur les armes à sous-munitions méritent d'être soulignées¹⁰.
6. En ce qui concerne les réformes institutionnelles, une loi définissant les compétences du Ministère de la justice¹¹ en tant qu'organe directeur dans le domaine des droits de l'homme, renommé Ministère de la justice et des droits de l'homme, a été adoptée en décembre 2011. Dans ce contexte, un Vice-Ministère aux droits de l'homme et à l'accès à la justice a été mis en place.
7. De même, la création en 2011¹² du Ministère du développement et de l'intégration sociale mérite d'être soulignée. Ce ministère a pour mission de garantir que les politiques et programmes sociaux visent ensemble à corriger les déséquilibres en matière d'accès aux services publics¹³. On soulignera également la création en 2010 du Ministère de la culture¹⁴, dont relève le Vice-Ministère de l'interculturalité dont l'une des fonctions consiste à promouvoir et garantir l'égalité sociale et le respect des droits des populations du pays. Enfin un Ministère de l'environnement¹⁵ a été créé en 2008.
8. En 2010, ont été mises en place une Direction générale des droits fondamentaux et de la sécurité et la santé au travail¹⁶, ainsi qu'une Direction de la migration de la main d'œuvre¹⁷, qui relèvent toutes deux du Ministère du travail et de la promotion de l'emploi.
9. Pour répondre aux plaintes de la population¹⁸ dans le domaine socioenvironnemental, on a créé en 2010 le Bureau de gestion des conflits sociaux¹⁹, qui

relève de la présidence du Conseil des ministres²⁰. En 2011, ce bureau a élaboré des directives et stratégies pour la gestion des conflits sociaux (Lineamentos y Estrategias para la Gestión de Conflictos Sociales)²¹.

III. Mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre du premier cycle de l'Examen périodique universel

A. Promotion et protection des droits de l'homme des groupes en situation vulnérable (recommandation 1)

Populations autochtones

10. En 2011, la loi sur le droit à la consultation préalable des populations autochtones (LDCP)²² a été promulguée en 2011. En vue de réglementer ladite loi, il a été créé une Commission multisectorielle temporaire²³, laquelle a adopté des accords par consensus. Après un large processus de consultations²⁴ avec des représentants d'organisations de populations autochtones, le règlement d'application de ladite loi a été approuvé en 2012²⁵.

11. Diverses mesures ont été adoptées en vue de la mise en œuvre de la LDCP et de son règlement d'application, notamment l'offre d'une formation aux interprètes qui participeront aux processus de consultation préalable, la création d'une base de données officielle des populations autochtones²⁶, ainsi que l'offre d'une formation aux fonctionnaires publics sur ce thème.

12. À propos de la protection des connaissances collectives des populations autochtones liées aux ressources biologiques, le Pérou élabore actuellement un règlement pour le fonctionnement du Fonds de développement pour les populations autochtones²⁷ (le Fonds) créé par la loi n° 27811²⁸ dans l'objectif de contribuer à son développement intégré moyennant le financement de projets et d'autres activités²⁹.

Personnes handicapées

13. L'adoption du plan sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, 2009-2018³⁰, élaboré selon une approche participative³¹, est l'une des mesures les plus importantes adoptées en faveur des personnes handicapées. De même, les mesures prises pour permettre aux personnes handicapées de voter³², la reconnaissance officielle de la langue des signes péruvienne³³, ainsi que la promotion de l'accès à Internet pour les personnes handicapées³⁴ méritent d'être soulignées.

14. La loi établissant le budget du secteur public pour l'exercice budgétaire 2012³⁵ prévoit la réalisation d'une enquête nationale sur le handicap³⁶ pour un montant maximum de 8 millions de nouveaux soles (environ 3 millions de dollars É.-U.).

15. La nouvelle loi générale sur les personnes handicapées³⁷, approuvée par le Congrès de la République, va être promulguée. Un des changements les plus importants apporté par cette nouvelle loi est l'élargissement du contingent d'emplois réservés aux personnes handicapées dans les institutions publiques, qui passera de 3 à 5 %. Ce contingent de 3 % s'applique également dans les entreprises privées de plus de 50 salariés.

16. Dans le cadre du programme budgétaire axé sur les résultats³⁸, le Conseil national pour l'intégration des personnes handicapées, en coordination avec le Ministère de l'économie et des finances, a conçu une stratégie pour l'inclusion des personnes handicapées. Ce programme sera mis en œuvre à partir de 2013. La stratégie recouvre cinq programmes budgétaires qui seront mis en œuvre avec la participation des secteurs de l'éducation, de la santé, du travail, du logement et des pouvoirs régionaux.

Personnes âgées

17. En 2011, la politique nationale relative aux personnes âgées³⁹ a été approuvée sous forme d'un document exprimant la volonté nationale de renforcer les politiques de protection sociale de ce groupe de la population.

18. Dans le cadre de ladite politique, le Programme national d'aide solidaire «Pensión 65»⁴⁰ a été mis en place, l'objectif étant d'accorder des subventions et des soins médicaux aux personnes de plus de 65 ans en situation d'extrême pauvreté. Une dotation de 214 271 441 nouveaux soles (environ 82 millions de dollars É.-U.) lui a été allouée à ces fins. Au deuxième trimestre 2012, 126 787 personnes bénéficiaient de ce programme.

19. Entre autres mesures adoptées en faveur de ce groupe, il convient de mentionner la modification du Code civil péruvien⁴¹, établissant la possibilité pour une personne âgée ayant pleine capacité d'exercer ses droits civils de nommer son curateur.

20. L'adoption du Plan national pour les personnes âgées 2012-2016 est prévue.

Population afro-péruvienne

21. En 2009, l'État péruvien a officiellement demandé pardon au peuple afro-péruvien pour les abus, les traitements d'exclusion et les actes de discrimination commis à son encontre depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui. Les efforts déployés pour affirmer l'identité nationale du Pérou et assurer la création et la diffusion de ses valeurs culturelles ont été salués⁴².

22. En 2010 et 2011, le Ministère de la santé, en association avec la Direction de la prévention du VIH/sida et l'Institut national de santé, a engagé des actions d'intégration axées sur une démarche interculturelle donnant une place au peuple afro-péruvien.

23. Les données statistiques sur la taille, l'emplacement géographique et/ou la situation socioéconomique⁴³ de la population afro-péruvienne sont insuffisantes, si bien que le Ministère de la culture coordonne avec l'INEI (Institut national de statistique et d'informatique) la réalisation d'une enquête sur la population afro-péruvienne.

B. Mesures adoptées pour lutter contre toutes les formes de discrimination (recommandation 2)

24. La législation interne proscrit les actes de discrimination sous quelque forme que ce soit. Ainsi, l'article 2.2 de la Constitution politique du Pérou reconnaît le droit à l'égalité devant la loi, interdisant la discrimination quel qu'en soit le motif, y compris l'orientation sexuelle.

25. En matière pénale, depuis l'année 2000, le délit de discrimination a été érigé en infraction pénale dans le Code pénal péruvien (art. 323). Dans le domaine du travail, le licenciement pour cause de discrimination est déclaré nul⁴⁴. En outre, la législation interdit spécifiquement la discrimination dans les offres d'emploi et l'accès à des moyens de formation⁴⁵. De même, le comportement discriminatoire d'un fournisseur à l'égard des consommateurs, que ceux-ci se trouvent dans une situation de consommation ou soient exposés à une relation de consommation, constitue une infraction administrative⁴⁶.

26. À partir de 2006, divers gouvernements locaux et régionaux ont adopté des ordonnances qui traitent des problèmes de discrimination sur leur territoire⁴⁷. Au total, 9 sur 25 gouvernements régionaux ont adopté des ordonnances destinées à lutter contre la discrimination dans leurs juridictions, tandis que ce nombre est de 54 dans le cas des gouvernements locaux.

27. De la même façon, le Plan national contre la violence envers les femmes, 2009-2015, vise également à protéger les femmes lesbiennes victimes de discrimination en raison de leur orientation sexuelle.

C. Moratoire de facto de la peine de mort (recommandation 3)

28. La Constitution politique de 1993⁴⁸ prévoit la peine de mort uniquement pour les crimes exceptionnels (terrorisme et trahison à la patrie en cas de guerre)⁴⁹. Néanmoins, la dernière condamnation à une sentence de mort, ainsi que son exécution, a eu lieu en 1979⁵⁰, et depuis lors il n'y a eu aucune pratique de ce type. En ce sens, le Pérou a suivi une politique abolitionniste de fait en ce qui concerne l'application de la peine de mort.

D. Éluclidation des cas de violation des droits de l'homme (recommandations 4 et 9)

Sous-système spécialisé – enquête, poursuites et sanction en cas de violation des droits de l'homme

29. Depuis 2004, un sous-système spécialisé dans les droits de l'homme est en place au sein du ministère public⁵¹ et de l'appareil judiciaire⁵², avec compétence pour enquêter, ainsi que pour juger et condamner les responsables de crimes de génocide, de disparition forcée⁵³ et de torture relevant des chapitres I, II et III du titre XVI-A du Code pénal, ainsi que les crimes de droit commun constituant des cas de violation des droits de l'homme, ainsi que les crimes connexes⁵⁴. Actuellement, ce sous-système couvre les départements qui ont été les plus touchés par la violence, y compris: Lima, Huánuco, Junín, Huancavelica, Ancash, Apurímac et Ayacucho⁵⁵.

30. Entre 2005 et 2011, 81 dossiers de jugement⁵⁶ ont été examinés par la Chambre pénale nationale, organe chargé de résoudre en première instance les infractions relevant de la compétence du sous-système spécialisé avec 58 personnes condamnées et 195 acquittées. À ce jour, 27 procédures sont en cours auprès de cette instance⁵⁷.

31. Il convient de signaler que la Chambre pénale nationale, bien qu'elle soit basée à Lima, la capitale, fonctionne aussi comme organe itinérant. Ainsi, en 2011, des procédures orales se sont déroulées avec la participation du ministère public à sept occasions, dans les arrondissements judiciaires de Ayacucho, Puno et Huaura.

Récupération, identification et restitution des restes aux membres de la famille

32. La coopération entre les bureaux des procureurs supraprovinciaux de Ayacucho, Huancavelica et Huancayo et l'Équipe d'experts légistes⁵⁸ a permis de faire de grands progrès dans la récupération, l'identification et la restitution des corps des victimes de disparition forcée et d'exécutions extrajudiciaires. C'est ainsi que pendant la période allant de 2002 à avril 2012 on a pu récupérer les restes de 2 109 individus, dont 1 074 ont été identifiés et 1 074 ont été restitués à des membres de leur famille⁵⁹.

33. En 2009, le ministère public a publié la «Directive portant réglementation des travaux d'enquête du ministère public face à la découverte de sites avec des restes humains et leur rapport avec des violations graves des droits de l'homme»⁶⁰. Cette disposition établit pour le bureau du procureur l'obligation d'engager une procédure d'enquête sur ces affaires une fois qu'il a été pris connaissance de l'existence de lieux considérés comme abritant des restes humains.

34. L'Institut médico-légal du ministère public et l'Équipe d'experts légistes ont élaboré un projet de plan national d'intervention médico-légale, qui bénéficie de l'accord du bureau de coordination du Bureau supérieur national du ministère public⁶¹.

Poursuite de l'ex-Président Alberto Fujimori Fujimori

35. Le 7 avril 2009, la Chambre spéciale ad hoc de la Cour suprême de justice a déterminé, conformément au principe de la régularité de la procédure, la responsabilité pénale de l'ex-Président Alberto Fujimori Fujimori en ce qui concerne les massacres de Barrios Altos et La Cantuta, lesquels ont été qualifiés de crimes contre l'humanité⁶², et la séquestration avec circonstances aggravantes de Gustavo Gorriti et Samuel Dyer, le condamnant à vingt-cinq ans de peine carcérale. Cette sentence⁶³ constitue une avancée marquante dans la protection des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, car c'est la première fois qu'un ex-mandataire péruvien et latino-américain, élu selon un processus démocratique, est déclaré coupable par la justice nationale pour violation des droits de l'homme⁶⁴.

Interdiction du recours à la justice pénale militaire pour l'examen des affaires de violations des droits de l'homme

36. Conformément à la Constitution politique du Pérou⁶⁵, à la jurisprudence rendue par le Tribunal constitutionnel⁶⁶, ainsi qu'aux règles en vigueur, la justice militaire⁶⁷ a compétence pour juger uniquement les membres des forces armées et de la Police nationale et pour tout ce qui concerne les intérêts militaires, ce qui exclut les crimes de droit commun ainsi que les crimes qui portent atteinte aux droits de l'homme.

E. Droits des femmes (recommandation 5)

37. Dans le cadre du Plan national sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, 2006-2010⁶⁸, des plans régionaux sur l'égalité de chances ont été élaborés en vue précisément de couvrir les besoins pratiques et de stratégie des femmes. En 2012, un plan régional sur l'égalité de chances a été élaboré dans 13 gouvernements régionaux tandis que quatre autres sont en cours d'élaboration.

38. Pour ce qui est de la participation politique des femmes, alors qu'au moment des élections générales de 2006 celles-ci représentaient 29,2 % des parlementaires élus⁶⁹, en 2011 ce pourcentage était de l'ordre de 22 %. Pour rendre effective la représentation des femmes au Parlement, en plus de la loi sur les quotas⁷⁰, la Commission électorale a présenté un projet de loi qui vise à réglementer la mise en œuvre du quota réservé aux femmes sur les listes électorales, afin de garantir la participation des femmes à la vie politique du pays⁷¹.

Protection de la femme contre la violence

39. Le Programme national contre la violence familiale et la violence sexuelle⁷² a pour objectif d'élaborer et mettre en œuvre au niveau national des actions et politiques axées sur la prévention, la prise en charge et le soutien des personnes concernées par la violence familiale et sexuelle. Dans ce contexte, au mois de décembre 2011, le Programme national contre la violence familiale et sexuelle compte 148 services «Urgence-femmes» au niveau national, qui prennent la forme de services publics spécialisés et gratuits de prise en charge et de prévention de la violence familiale et sexuelle⁷³.

40. Entre juillet 2006 et décembre 2011, un total de 219 413 affaires liées à des situations de violence familiale et sexuelle, ont été traitées au niveau national, avec 2 818 744 prises en charge de victimes, y compris des enfants et adolescents des deux

sexes, dans les services de psychologie juridique et sociale, pour un investissement de 99 049 067 nouveaux soles (environ 38 millions de dollars É.-U.), investissement qui augmente progressivement. Il est estimé que l'ensemble des services «Urgence-femmes» au niveau national traitent en moyenne 156 cas par jour liés à des situations de violence familiale ou sexuelle⁷⁴.

41. De même, pendant la même période, un total de 78 240 mesures de prévention et de sensibilisation ont été prises à l'intention de toute la population en général, permettant de sensibiliser une moyenne de 770 226 personnes chaque année⁷⁵.

42. Grâce à la «Ligne 100», service téléphonique national gratuit pour des consultations sur des problèmes de violence et autres consultations concernant les enfants et adolescents, mis en œuvre dans le cadre du Programme national contre la violence familiale et sexuelle, 86 305 consultations téléphoniques se sont déroulées entre juillet 2006 et décembre 2011. La création de commissariats pour les femmes, 28 au niveau national en 2012, fait partie des mesures mises en œuvre pour l'élimination de la violence contre les femmes⁷⁶.

43. Le deuxième Plan national contre la violence envers les femmes, 2009-2015⁷⁷, vise à mettre en place des mesures d'intervention de l'État au niveau des gouvernements nationaux, régionaux et locaux.

44. L'intégration à l'article 107 du Code pénal du crime de «féminicide»⁷⁸ doit être considérée comme une réponse de l'État face à l'accroissement du nombre de femmes décédées entre les mains de leur époux, leur conjoint de fait ou leur compagnon sentimental⁷⁹.

F. Lutte contre la traite des personnes (recommandation 6)

45. Conformément à la définition contenue dans le Protocole de Palerme de 2007, la loi contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants⁸⁰ a été approuvée. Cette loi érige en infraction pénale ces deux types d'action. En 2008, le règlement portant application de ladite loi⁸¹ a été adopté, entraînant la constitution d'un groupe de travail multisectoriel permanent contre la traite des personnes⁸², chargé de proposer les directives, politiques, stratégies et plans généraux contre ce crime. De la même manière, il convient de mentionner l'adoption du Plan national d'action contre la traite des personnes, 2011-2016⁸³, financé à partir du budget institutionnel consacré à ce type d'affaires et dont la coordination, le suivi et l'évaluation sont à la charge du groupe de travail multisectoriel permanent contre la traite des personnes⁸⁴.

46. Entre 2008 et 2011⁸⁵, le ministère public a enregistré 857 affaires avec un total de 1 703 victimes présumées, dont 80,9 % (1 378) sont des femmes et 59,8 % (1 019) des mineurs. Dans cette dernière catégorie 53,4 % (544) des affaires sont des cas de traite à des fins d'exploitation sexuelle. Pour ce qui est du nombre total de victimes, 53,8 % (917) ont entre 13 et 17 ans⁸⁶. Les enfants et adolescents des deux sexes constituant la catégorie la plus vulnérable, un guide de procédures pour l'entrevue d'enfants et adolescents victimes d'abus sexuels, d'exploitation et de traite à des fins d'exploitation («Guía de Procedimiento para la entrevista de niños, niñas y adolescentes víctimas de abuso sexual, explotación y trata con fines de explotación»)⁸⁷, a été adopté en 2010 afin d'éviter une nouvelle victimisation du groupe concerné.

47. De la même manière, il faut souligner l'institutionnalisation de la ligne pour la lutte contre la traite des personnes 0-800-2-3232⁸⁸ («Línea contra la Trata de Personas 0-800-2-3232»), ligne téléphonique pour l'aide en cas de traite des personnes et de dénonciation de ces cas⁸⁹. Entre 2008 et 2011, il a été porté secours à un total de 1 031 personnes victimes de la traite, moyennant des actions entraînant l'arrestation de 333 personnes.

48. En 2009, le Règlement national d'administration du transport⁹⁰ a été approuvé, entraînant au niveau national la vérification de l'identité des enfants et adolescents qui se déplacent par des moyens de transport terrestre.

G. Lutte contre le travail des enfants (recommandation 7)

49. En 2011, 23,4 % (1 650 000) contre 25,9 % en 2005, de tous les enfants et adolescents de 6 à 17 ans travaillent. L'ampleur du travail des enfants a diminué par rapport à 2005, année où ce pourcentage était de l'ordre de 25,9 %⁹¹.

50. L'État péruvien a adopté une série de mesures destinées à éliminer le travail des enfants. En particulier, il a créé un Comité directeur national pour la prévention et l'élimination du travail des enfants (Comité Directivo Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo Infantil (CPETI))⁹², instance de coordination multisectorielle d'institutions publiques et privées. De même, des comités régionaux pour la prévention et l'élimination du travail des enfants (Comité Regionales para la Prevención y Erradicación del Trabajo Infantil (CRPETI)) ont été créés; ils étaient présents en 2011 dans 23 des 25 régions du pays.

51. En 2009, 446 entreprises ont fait l'objet d'un contrôle portant sur le respect du règlement relatif au travail des enfants. En 2011, le nombre de contrôles était de 1 100. Dans le cadre de ces actions, 48 entreprises ont été sanctionnées pour avoir embauché 64 mineurs, qui travaillaient dans des conditions contraires aux règles établies. En 2011, le Ministère du travail et de la promotion de l'emploi a accordé 1 159 autorisations permettant à des mineurs de 14 à 17 ans de travailler dans des conditions optimales, contre 789 autorisations seulement en 2010⁹³.

52. Dans ce même esprit, en 2011, le Règlement d'application de la loi générale sur l'inspection du travail a été modifié, de façon à imposer des amendes pouvant aller jusqu'à 27 000 dollars aux employeurs qui enfreignent les dispositions de la législation nationale en matière de travail des enfants⁹⁴.

53. Le Service des éducateurs de rues (Servicio de Educadores de la Calle), géré par le Programme national pour la protection de la famille (Programa Nacional para el Bienestar Familiar (INABIF))⁹⁵, s'occupe des enfants et adolescents de 6 à 17 ans, exposés aux risques de la rue, du travail, des bandes, de la mendicité, de l'exploitation sexuelle ou économique, afin de promouvoir leur réinsertion scolaire et le développement de leurs capacités et leurs compétences. En 2011, 4 802 enfants et adolescents ont été pris en charge grâce à un investissement de 1 708 353 nouveaux soles (soit environ 640 000 dollars É.-U.), soit une augmentation de 13 % du nombre de personnes prises en charge (à savoir 556 nouveaux bénéficiaires) par rapport à 2010⁹⁶.

54. D'autres avancées législatives ont été enregistrées dans ce domaine, à savoir une meilleure prise en compte des conséquences de travaux et activités dangereuses ou nocives sur la santé et le moral des adolescents⁹⁷, ainsi que l'adoption d'une stratégie sectorielle en matière de prévention et élimination du travail des enfants («Estrategia Sectorial en materia de prevención y erradicación del Trabajo Infantil»)⁹⁸, élaborée par le Ministère du travail et de la promotion de l'emploi avec le soutien technique de l'OIT. En outre, la loi n° 29497, nouvelle loi de procédure du travail⁹⁹, met l'accent sur la protection des droits des enfants et adolescents, en autorisant ceux-ci à assister à leur propre procès. Cette même loi établit que les enfants et adolescents ont droit à la défense publique.

H. Collaboration aux activités du Bureau du Défenseur du peuple (Defensoría del Pueblo) (recommandation 8)

55. Conformément aux données collectées par le Bureau du Défenseur du peuple¹⁰⁰, diffusées dans ses rapports annuels présentés au Congrès¹⁰¹, la collaboration avec les entités publiques se situait à un niveau de 55,05 % en 2009, de 55,72 % en 2010¹⁰², et de 64,75 % en 2011. Si aucune évolution significative n'a été constatée entre 2009 et 2010, une augmentation de 9 points de pourcentage a été enregistrée en 2011 par rapport à 2010. La principale difficulté pour l'État est d'engager les actions nécessaires pour faire face aux demandes en temps voulu¹⁰³.

I. Réparations aux victimes d'actes de violence survenus au Pérou entre 1980 et 2000 (recommandations 9 et 10)

56. Le Pérou a fait des progrès importants en matière de réparations, mais des efforts doivent être encore faits pour pleinement garantir ce droit aux victimes d'actes de violence. La Commission multisectorielle de haut niveau chargée des actions et politiques de l'État en ce qui concerne la paix, la réparation collective et la réconciliation nationale (CMAN)¹⁰⁴ a mis en œuvre le Plan intégral de réparations¹⁰⁵ (PIR).

57. Pour ce qui est du Programme de réparations collectives¹⁰⁶, entre 2007 et 2011, l'État a affecté 164 574 784 nouveaux soles (environ 63 millions de dollars É.-U.) à ce programme, ce qui a permis de financer un total de 1 672 projets d'infrastructure de production ou d'amélioration des services de base dans 1 649 agglomérations touchées par la violence¹⁰⁷.

58. La mise en œuvre du Programme de réparations économiques, à l'intention des victimes et des membres de leur famille, a démarré en juillet 2011, bénéficiant cette année-là à 1 878 personnes pour une dotation de 11 161 845 nouveaux soles (environ 4,2 millions de dollars É.-U.)¹⁰⁸. Pour l'exercice budgétaire 2012, le Programme de réparations économiques dispose d'un budget de 100 millions de nouveaux soles qui permettra d'apporter des dédommagements à 22 000 bénéficiaires.

59. Pour ce qui est du Programme de réparations en matière de santé, l'État a élargi la couverture du Système intégral de santé (SIS)¹⁰⁹ aux victimes d'actes de violence, auxquelles sont apportés des soins de santé physique et mentale. Jusqu'en juin 2012, le Ministère de la santé a pris en charge, par le biais du SIS, 29 012 bénéficiaires. En 2006, un programme de santé mentale, auquel participent des professionnels qualifiés spécialisés dans les soins individuels et communautaires de personnes et groupes de population touchés a été mis au point. À ce jour, 57 739 personnes des 11 régions les plus affectées du pays ont été prises en charge. Au premier semestre 2012, des directives pour l'accompagnement psychosocial des membres des familles de personnes disparues (les «Lineamientos para el acompañamiento psicosocial a familiares de personas desaparecidas»)¹¹⁰ ont été adoptées dans l'objectif d'apporter un soutien émotionnel aux membres des familles qui participent au processus de recherche.

60. En ce qui concerne le Programme de réparations dans le domaine de l'éducation, le règlement d'application de la loi n° 28592 a été modifié en 2011 de façon à inclure des modalités prévoyant la réservation de postes vacants dans des instituts supérieurs et des universités, à établir l'exonération de droits pour la délivrance de diplômes et de titres, et à accorder des bourses sous forme de subventions en faveur des victimes d'actes de violence¹¹¹.

61. En 2012, des mesures ont été prises pour mettre en œuvre le Programme de réparations symboliques, y compris l'envoi de lettres de condoléances signées par les plus

hautes autorités de la République et adressées aux victimes, l'organisation d'ateliers publics destinés à décrire et analyser les violations des droits de l'homme pendant la période de violence, des hommages publics aux victimes, l'érection de monuments à la mémoire des victimes dans des cimetières publics, l'accompagnement au moment de la remise des restes aux membres de la famille des victimes de disparition forcée, ainsi que la mise en route du projet pilote de construction d'une mémoire communautaire.

62. Le Conseil de réparations (Consejo de Reparaciones)¹¹² est chargé du Registre unique des victimes (Registro Único de Víctimas)¹¹³, qui a démarré en 2008. À ce jour, 145 042 personnes sont inscrites dans le Livre premier (Libro Primero) du Conseil de réparations (victimes individuelles); 5 697 communautés rurales et/ou autochtones et 32 groupes de personnes déplacées sont inscrits dans le Livre second (Libro Segundo) du Conseil de réparations (communautés autochtones, communautés rurales et groupes de personnes déplacées touchées par la violence). Parmi toutes les personnes inscrites sur le Livre premier du Registre unique de victimes¹¹⁴, 30 277 victimes ayant droit à une réparation économique et 67 559 membres de la famille des victimes décédées et/ou disparues ont été identifiés.

63. Malgré ses difficultés budgétaires¹¹⁵, le Conseil de réparations a réussi à remplir son mandat¹¹⁶ essentiellement grâce à des alliances stratégiques avec des gouvernements régionaux, provinciaux et locaux ainsi qu'avec des organismes des droits de l'homme, des églises et la société civile.

J. Lutte contre la corruption au sein du pouvoir judiciaire (recommandation 11)

64. Le Bureau du contrôle de la magistrature¹¹⁷ a procédé en 2011 à un total de 487 visites judiciaires à différents organes juridictionnels au niveau national, dans l'objectif de vérifier que les magistrats et auxiliaires exercent bien leurs fonctions¹¹⁸. Dans ce contexte, 1 817 plaintes verbales provenant de la population ont été reçues et prises en compte¹¹⁹. Conformément à sa politique de prévention, entre 2008 et avril 2012, le Bureau de contrôle de la magistrature a organisé 35 ateliers adressés à des magistrats et auxiliaires au niveau national et axés sur la formation aux thèmes de la lutte contre la corruption, de l'éthique et autres; au cours de cette période 5 996 fonctionnaires du pouvoir judiciaire ont pu recevoir une formation¹²⁰.

65. Par ailleurs, ledit Bureau a procédé à diverses enquêtes, aboutissant à la destitution entre 2008 et juin 2012 de 152 fonctionnaires, magistrats et auxiliaires, pour graves fautes de corruption¹²¹.

66. Une Commission anticorruption de haut niveau¹²² a été créée en 2010 pour servir d'espace de coordination entre entités publiques, privées et société civile et dans l'objectif de coordonner les efforts et proposer des politiques à moyen et à long terme, destinées à prévenir et combattre la corruption. Cette même Commission est chargée également de contrôler et suivre l'application du Plan national de lutte contre la corruption¹²³.

67. De la même manière, en mai 2011 les titulaires du pouvoir judiciaire, ministère public et Bureau du Contrôleur général (Contraloría General de la República) ont souscrit à la Déclaration contre la corruption («Declaración contra la Corrupción») dans l'objectif de mener une action concertée qui réduise le nombre d'actes de corruption¹²⁴. En août 2011, par la résolution de l'Assemblée plénière du Conseil national de la magistrature¹²⁵, il a été décidé d'imposer comme précédent administratif, avec force obligatoire, la présentation en temps utile par les magistrats du pouvoir judiciaire et du ministère public de leur déclaration respective de revenus, biens et avoirs¹²⁶.

K. Amélioration des conditions des centres pénitentiaires (recommandation 12)

Système national pénitentiaire

68. Le Système national pénitentiaire connaît une crise aiguë, principalement en raison d'actes de corruption et de conditions de surpopulation. En 2012, 68 établissements pénitentiaires fonctionnent, avec une population totale de 57 095 détenus (dont 93,8 % d'hommes et 6,2 % de femmes), pour une capacité de logement de 28 257 unités, et donc une surpopulation de 102 %¹²⁷.

69. Face à cette situation, une série de mesures destinées à entraîner des changements d'importance ont été mises en œuvre. En 2011, 12 733 280 nouveaux soles¹²⁸ (environ 4,8 millions de dollars É.-U.)¹²⁹ ont été transférés sur ce budget. Pour l'exercice budgétaire 2012, un transfert de 75 millions de nouveaux soles (environ 28,8 millions de dollars É.-U.) ont été affectés à la construction d'installations pénales. Le 20 février 2012, une situation d'urgence a été déclarée pour le système pénitentiaire national¹³⁰, de façon à pouvoir imposer des mesures exceptionnelles et urgentes pour l'amélioration des conditions de sécurité des établissements pénitentiaires. En avril 2012, le Gouvernement national a publié un document intitulé «10 Medidas de Reforma del Sistema Penitenciario» (10 mesures pour la réforme du système pénitentiaire), proposant des mesures concrètes pour faire face à la crise actuelle¹³¹.

70. Dans l'objectif d'assurer la planification, l'organisation, la supervision et le suivi de la politique de l'État en matière criminelle conformément aux dispositions de la «Déclaration de Bangkok», le Conseil national de politique criminelle (CONAPOC)¹³², organe multisectoriel présidé par le Ministère de la justice et des droits de l'homme¹³³, a été créé en novembre 2011. Dans ce cadre, une direction nationale de politique criminelle pénitentiaire a été mise en place avec pour mission de procéder à une analyse des nouveaux problèmes de politique criminelle, d'élaborer des méthodes novatrices pour y faire face et d'aborder les problèmes institutionnels liés à l'exercice du pouvoir punitif selon des principes démocratiques et dans le strict respect des droits de l'homme.

Établissement pénitentiaire de Challapalca

71. En 2012, l'établissement pénitentiaire de Challapalca compte une population pénale de 129 détenus, disposant des services d'un médecin à temps complet, de trois infirmiers, d'un psychologue et d'un avocat. De même, début 2012, tous les membres de la population pénitentiaire ont reçu des oreillers et couvertures¹³⁴.

72. Afin de faciliter le système des visites des membres de la famille aux détenus, un système de soutien aux membres de la famille a été mis en place pour le transport (aller et retour) de la ville de Puno à cet établissement pénitentiaire.

L. Mesures de protection en faveur des victimes et témoins de violations des droits de l'homme ainsi que des défenseurs des droits de l'homme (recommandations 4, 13 et 14)

73. Le Programme national d'aide aux victimes et témoins (Programa Nacional de Asistencia a Víctimas y Testigos)¹³⁵ a pour objectif d'aider le parquet moyennant l'adoption de mesures d'assistance juridique, psychologique et sociale en faveur des victimes et témoins dont l'intégrité physique, la liberté ou les biens sont menacés du fait de leur participation à l'enquête ou aux procédures pénales. Ce programme fonctionne à l'aide d'une unité centrale, de 17 unités de district et de 62 unités d'aide immédiate au niveau

national. En 2010, 19 252 personnes ont bénéficié d'une protection tandis qu'en 2011 ce nombre était porté à 27 815¹³⁶.

74. Quant au Ministère de la justice, il a réglementé la protection des témoins, experts, victimes et collaborateurs¹³⁷, dans l'objectif d'établir les normes, procédures, schémas et prescriptions liés aux mesures de protection qui sont accordées aux personnes en situation de risque du fait de leur participation à la procédure judiciaire.

75. De même, afin d'apporter une protection spécialisée aux journalistes victimes de la violation de leurs droits, en 2010 la compétence de la Chambre pénale nationale et des tribunaux pénaux supraprovinciaux a été élargie, leur permettant d'examiner et juger les affaires d'homicide, les cas de lésions graves, d'enlèvement et d'extorsion commis à l'encontre de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions¹³⁸.

M. Environnement, exploration minière et droits de l'homme (recommandation 15)

76. Avec la création du Ministère de l'environnement (MINAM)¹³⁹, l'État a réorienté sa politique d'environnement en vue de garantir la protection des droits des personnes qui relèvent de sa juridiction. En 2009, à l'issue d'un processus de consultation publique, la politique nationale en matière d'environnement (PNA)¹⁴⁰ a été adoptée en tant qu'instrument de gestion pour la réalisation du développement durable du pays. Par la suite, dans le cadre de la politique nationale de l'environnement, un plan national d'action environnemental 2011-2021 (PLANAA)¹⁴¹ a été adopté, fixant les objectifs prioritaires¹⁴² dans le domaine de l'environnement.

77. Ces dernières années, 19 millions d'hectares de forêts, qui constituent 15 % du territoire national¹⁴³, ont été protégés par le biais du Service national des zones naturelles protégées par l'État (SERNANP)¹⁴⁴. L'élargissement du budget affecté à ce service national, passé de 16 millions de nouveaux soles (environ 6,2 millions de dollars É.-U.) à 40 millions de nouveaux soles (environ 15,4 millions de dollars É.-U.) en 2011, a contribué à la réalisation de cet objectif. Par ailleurs, en 2011 il a été indiqué que 141 807,50 hectares de forêts bénéficiaient de mesures de préservation des forêts dans les communautés autochtones¹⁴⁵.

78. En 2011, la loi sur les forêts et la faune sylvestre¹⁴⁶ a été adoptée, étant entendu que sa réglementation devait se faire selon un mode participatif et décentralisé¹⁴⁷.

79. Des mesures ont été adoptées pour protéger la population des effets de l'exploitation minière et autres activités économiques, notamment la création du Système national d'évaluation de l'impact sur l'environnement¹⁴⁸, qui a pour objectif d'assurer l'identification, la prévention, la supervision, le contrôle et la correction anticipée des répercussions négatives sur l'environnement des projets d'investissement; et la création de l'organisme d'évaluation et de contrôle de l'environnement (OEFA), chargé d'établir les principes, règles et procédures suivis pour l'évaluation, la supervision, la surveillance, le contrôle et le pouvoir de sanction des diverses entités de l'État¹⁴⁹.

80. En décembre 2011, le pouvoir exécutif s'est vu déléguer la faculté de légiférer dans le domaine de l'exploitation minière illégale¹⁵⁰. Dans ce cadre, une série de règles visant à établir l'interdiction de l'exploitation minière illégale, ainsi qu'à intégrer dans le Code pénal les infractions liées à ce type d'activité, ont été publiées¹⁵¹.

81. Afin d'assurer une gestion intégrale des résidus solides, dans le cadre de la politique nationale en matière d'environnement, la profession de recycleur est encouragée dans le cadre du Programme de formation à la gestion des déchets solides et au recyclage¹⁵². Entre

2010 et 2011, 372 fonctionnaires et 902 agents de recyclage ont bénéficié d'une formation¹⁵³.

82. Le Programme budgétaire «Gestión Integral de Residuos Sólidos» (Gestion intégrale des résidus solides), qui relève du Ministère de l'environnement, et dont l'objectif est de diminuer la quantité et dangerosité des déchets solides non contrôlés relâchés dans l'environnement, a été mis en œuvre en 2012. Les villes les plus grandes productrices de déchets solides constituent la population cible. Un budget à hauteur de 75 900 000 nouveaux soles (environ 28,4 millions de dollars) a été affecté à ce programme.

83. Des mesures visant la promotion de la santé et autres mesures de prévention ont été mises en œuvre parmi la population de La Oroya. Selon le Ministère de la santé, ces mesures ont permis de ramener de 32 ug en 2004 à 10,9 ug en 2011 le niveau de concentration du plomb dans le sang des habitants¹⁵⁴.

84. La détérioration de la qualité de l'eau est l'un des problèmes que l'État péruvien doit résoudre. Dans ce contexte, il a été prévu d'adopter des limites maximales autorisées (LMA)¹⁵⁵ pour le rejet des effluents liquides provenant des activités du secteur minier et métallurgique¹⁵⁶. Il convient de noter à cet égard que le Ministère de l'énergie et des mines a fixé les critères et procédures à suivre pour l'évaluation des plans de mise en œuvre visant à faire respecter les LMA¹⁵⁷.

N. Adoption de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (recommandation 16)

85. La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées a été adoptée par la décision législative n° 29 894, promulguée en juillet 2012.

O. Présentation de rapports aux organes conventionnels de l'ONU (recommandation 17)

86. Ces dernières années, l'État péruvien a dynamisé les travaux consacrés à la présentation de rapports aux organes conventionnels grâce à la coordination assurée par le Conseil national des droits de l'homme, organe multisectoriel¹⁵⁸ relevant du MINJUS.

87. Dans le cadre d'une méthode de travail multisectorielle impliquant la participation de la société civile, l'État péruvien a présenté en 2011 aux comités respectifs son cinquième rapport périodique sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; ainsi que son sixième rapport périodique portant sur la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

88. Le Comité des droits des personnes handicapées a examiné en avril 2011 le rapport initial présenté en janvier de la même année par le Gouvernement péruvien. De même, en mai 2012, le Pérou a présenté au comité compétent de l'ONU ses deuxième, troisième et quatrième rapports périodiques se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁵⁹.

89. Plusieurs rapports sont en cours d'élaboration: le rapport initial relatif à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille; les dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième rapports périodiques se rapportant à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; les quatrième et cinquième rapports de synthèse portant sur la Convention relative aux droits de l'enfant; ainsi que les rapports initiaux portant sur les Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le processus

d'élaboration des septième et huitième rapports périodiques, présentés en un seul document, et portant sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est achevé et le rapport sera présenté sous peu au comité compétent.

P. Droit à l'identité (recommandation 18)

90. Le programme budgétaire «Accès de la population à l'identité» («Acceso de la Población a la Identidad») dont la mise en œuvre est assurée par le Registre national d'identification et d'état civil (RENIEC) vise à accroître la couverture des services d'identification et de données d'état civil moyennant l'établissement du document national d'identité (DNI) et de l'acte de naissance pour toutes les personnes, majeures ou mineures, au niveau national. Dans ce cadre, un budget d'un montant de 28 millions de nouveaux soles (environ 10,7 millions de dollars) a été affecté à ce programme en 2009 et de 229 800 000 nouveaux soles (environ 88 millions de dollars) en 2012.

91. Les résultats obtenus en ce qui concerne l'accès au droit à l'identité ont été satisfaisants. En juin 2012, 91,6 % des mineurs de 0 à 17 ans disposent de leur DNI¹⁶⁰, alors qu'en 2008 à peine 27,5 % de cette catégorie de population était identifiée. Pour ce qui est de l'identification des adultes, 99,2 % des adultes de 18 ans et plus possèdent une carte d'identité (29 883 988 personnes), dont 15 007 252 hommes (99,4 % de la population masculine) et 14 876 736 femmes (99 % de la population féminine)¹⁶¹.

92. En pourcentage, c'est dans les zones rurales de la jungle que l'on trouve les taux les plus élevés d'adultes dépourvus de documents. C'est pour remédier à cette situation qu'une série de mesures ont été prises, y compris la gratuité de la procédure ainsi que les déplacements par voie d'eau et l'association d'habitants autochtones aux tâches d'enregistrement d'état civil et d'identification. Sur la base d'une alliance stratégique entre le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Registre national d'identification et d'état civil, depuis juin 2011 des interventions sont réalisées dans 69 communautés autochtones d'Amazonie de la région de Loreto¹⁶².

93. Afin de garantir l'identification de la population adulte majeure du pays, la gratuité de la procédure de délivrance d'un document national d'identité est prévue pour cette catégorie de population vulnérable. De la même manière, si l'adulte majeur ne peut se déplacer, un service itinérant¹⁶³ est prévu dans la métropole de Lima ainsi qu'à Callao, Piura et Cusco.

Q. Principe de l'égalité des sexes dans l'Examen périodique universel (recommandation 19)

94. L'État péruvien a réussi à maintenir une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans la mise en œuvre de ses politiques publiques, afin de garantir l'exercice des droits des femmes, tel qu'il apparaît tout au long du présent rapport. Malgré les progrès en la matière, le Pérou reste résolu à continuer à mettre en œuvre des mesures positives qui profitent aux femmes.

R. Participation de la société civile à la politique nationale relative aux droits de l'homme (recommandation 20)

95. La société civile participe activement à la politique nationale relative aux droits de l'homme de l'État péruvien. C'est ainsi qu'elle est représentée¹⁶⁴ au Conseil national des droits de l'homme, organe multisectoriel dont l'objet est d'émettre des opinions et de présenter des propositions au pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme.

IV. Suivi des engagements pris par le Pérou dans le cadre du premier cycle de l'Examen périodique universel

A. Mécanisme national de prévention contre la torture (MNP)

96. En juin 2010, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a décidé à la majorité de recommander au pouvoir exécutif de désigner le Bureau du Défenseur du peuple comme mécanisme national de prévention contre la torture. À cet effet, il est convenu de constituer un groupe de travail multisectoriel (État et société civile) chargé d'élaborer un avant-projet de loi.

97. Le Conseil national des droits de l'homme a approuvé en décembre 2010 l'avant-projet du mécanisme national de prévention contre la torture, dont est saisi le Cabinet du Conseil des ministres pour renvoi au Congrès.

B. Plan national pour les droits de l'homme, 2012-2016 (PNDH)

98. L'élaboration du Plan national pour les droits de l'homme (PNDH) constitue une tâche prioritaire pour l'État péruvien. C'est pourquoi en octobre 2011, quelques semaines avant que le Gouvernement national en place ne prenne ses fonctions, le Conseil national des droits de l'homme est convenu d'élaborer le Plan national pour les droits de l'homme 2012-2016, sur la base du Plan national 2006-2011, mais en évitant les omissions et insuffisances de ce dernier¹⁶⁵. Cette tâche a été confiée au secrétariat technique du CNDH. À cet effet, il a été convenu d'établir une alliance stratégique avec des organisations de la société civile, entraînant la constitution d'une équipe centrale du PNDH¹⁶⁶, laquelle conseille le secrétariat technique du CNDH pour tout ce qui a trait au PNDH.

99. L'élaboration du PNDH s'est faite en trois étapes: i) étape de préparation; ii) étape de mobilisation et consultation; iii) étape de rédaction, organisation et adoption du PNDH; iv) diffusion du processus de formulation et du PNDH tel qu'il a été adopté; et, v) étape de suivi, surveillance et évaluation du PNDH. Pour l'étape de mobilisation et consultation 20 audiences régionales et macrorégionales ont été organisées au niveau national afin d'assurer la participation de la société civile, sa légitimité et sa complète représentation.

C. Présentation de rapports aux organes conventionnels de l'ONU

100. Voir paragraphes 86, 87, 88, 89.

V. Progrès, meilleures pratiques et défis à relever pour la promotion et la protection des droits de l'homme en tant que politique de l'État

A. Élimination de la pauvreté et des inégalités sociales

101. L'élimination de la pauvreté et de la pauvreté extrême constituent l'une des grandes priorités de l'État péruvien. Le recours à une nouvelle méthode de mesure¹⁶⁷ a permis de déterminer avec une plus grande certitude leur répartition géographique. Ainsi, pendant la période 2004-2011, la pauvreté a diminué, passant de 58,7 % à 27,8 %, avec des disparités selon la zone de résidence. En zone urbaine, la pauvreté a diminué, passant de 48,2 % à 18 %, tandis qu'en zone rurale elle est passée de 83,4 % à 56,1 %. Pour ce qui est de la

pauvreté extrême, elle a été ramenée de 16,4 % en 2004 à 6,3 % en 2011 (de 5,7% à 1,4 % en zone urbaine et de 41,6 % à 20,5 % en zone rurale)¹⁶⁸.

102. L'accès aux services de base est l'une des mesures visant à améliorer les conditions de vie. Entre 2006 et le premier trimestre 2012, l'accès de la population à l'eau potable¹⁶⁹ a été élargi, passant de 72,1 % à 80,7 %. Néanmoins, ce taux de couverture présente des disparités selon les zones de résidence. Ainsi, au premier trimestre 2012, alors que dans les zones urbaines 90,9 % des foyers ont accès au service du système public d'approvisionnement en eau, ce taux n'est que de 50,8 % dans les foyers des régions rurales. Il en est de même de la couverture du réseau d'assainissement (évacuation): elle s'est certes développée, pendant cette même période, passant de 57,1 % à 68,5 %, mais au premier trimestre 2012 les écarts entre zone urbaine et zone rurale persistaient dans ce domaine également (taux de couverture de 86,5 % en zone urbaine et de 43,3 % en zone rurale)¹⁷⁰.

103. L'État péruvien, engagé dans la lutte contre la pauvreté et la réduction de l'écart existant, a créé le MIDIS¹⁷¹ (Ministère du développement et de l'insertion sociale), doté en 2012 d'un budget d'un montant de 2 641 413 308 nouveaux soles (environ 999 millions de dollars) pour l'accomplissement de ses travaux.

104. Dans ce contexte, le programme budgétaire «Agua y Saneamiento para la Población Rural»¹⁷² (eau et assainissement pour la population rurale) a été mis en œuvre, avec pour objectif l'accès suffisant et approprié de la population rurale à une eau de qualité et un assainissement durables. Ce programme bénéficiait d'une dotation budgétaire de 807 900 000 nouveaux soles (environ 310 millions de dollars).

B. Droit à la santé

105. Le budget destiné au secteur de santé a augmenté, passant de 5 668 600 000 nouveaux soles (environ de 2 millions de dollars) en 2009, à 8 673 400 000 nouveaux soles en 2012 (environ 3,3 milliards de dollars) en 2012.

Assurance maladie

106. Suite à la mise en œuvre de la loi sur l'assurance universelle de 2009, qui prévoit un processus tendant à ce que toute la population résidant sur le territoire national dispose à terme d'une assurance maladie¹⁷³, la population bénéficiant d'une assurance maladie a augmenté, passant de 53,7 % en 2008, à 64,5 % en 2011. La population rurale en a retiré le plus d'avantages puisqu'en 2011 78,4 % étaient affiliés à une assurance médicale, tandis que ce taux se situait à 61,8 % pour la population des zones urbaines. De même, le taux de population féminine affiliée à une assurance médicale est légèrement plus élevé que le taux correspondant parmi la population masculine (66,6 % contre 62,3 %)¹⁷⁴.

107. Le Système intégral de santé a pour fin de protéger la santé des Péruviennes et Péruviens qui n'ont pas d'assurance médicale, en donnant la priorité aux segments vulnérables de la population qui se trouvent en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté. Le nombre de personnes affiliées à ce système a augmenté, passant de 10 358 793 à 11 864 762 personnes entre 2008 et 2012. Sur ce chiffre global, 3 030 526 affiliés sont de sexe masculin tandis que 2 986 125 sont de sexe féminin. Le nombre total de femmes autochtones affiliées au Système intégral de santé s'élève à 1 114 701, dont 360 315 enfants¹⁷⁵.

Mortalité néonatale

108. La mortalité néonatale¹⁷⁶ est un indicateur de la probabilité de décès au cours du premier mois de vie. Ce taux, de 11 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2007, a diminué, passant à 8 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2011¹⁷⁷.

109. Le programme budgétaire Salud Materno Neonatal (Santé maternelle néonatale), placé sous la responsabilité du Ministère de la santé (MINSA), a pour objectif d'améliorer la santé maternelle et néonatale en intervenant sur des thèmes tels que la gestion de la stratégie materno-néonatale; l'information en matière de santé sexuelle et de méthodes de planification familiale; et la réduction des taux de morbidité maternelle et néonatale¹⁷⁸. Ce programme est doté d'un budget qui a augmenté entre 2008 et 2012, passant de 340 200 000 nouveaux soles (environ 130 millions de dollars É.-U.) à 1 596 500 000 nouveaux soles (environ 614 millions de dollars É.-U.).

110. Malgré les progrès réalisés, des disparités entre zones géographiques persistent. Ainsi le taux de mortalité néonatale en zone rurale a diminué, passant de 21 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2007 à 13 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2011; tandis qu'en zone urbaine ce taux est passé de 11 à 8 décès pour 1 000 naissances vivantes¹⁷⁹. Une telle situation montre la nécessité d'une intervention ciblée du Ministère de la santé, ainsi que la révision des stratégies et la mise en place de mesures correctives immédiates.

Mortalité maternelle

111. Pour ce qui est du taux de mortalité maternelle¹⁸⁰, on enregistrait en 2011 93 décès pour 100 000 naissances vivantes, soit une baisse de 49,7 % par rapport aux années 1994-2000 (185 décès annuels). Ces décès sont concentrés dans la Sierra andine et l'Amazonie péruvienne¹⁸¹. Dans 9,3 % des cas de décès maternels enregistrés en 2011 il s'agissait d'adolescentes de 12 à 17 ans, lesquelles constituent un groupe à risque élevé.

112. La réduction de la mortalité maternelle reste un des plus graves problèmes auquel l'État péruvien doit s'atteler. On espère que l'augmentation du nombre d'accouchements dans les établissements de santé ainsi que les soins prénatals et le suivi assurés aux mères dans le cadre des programmes sociaux permettront de résoudre ces problèmes. C'est pourquoi la mise en œuvre du Plan national stratégique pour la réduction de la mortalité maternelle 2009-2015 sera poursuivie moyennant le financement d'activités visant essentiellement à assurer la fourniture de conseils en santé sexuelle et génésique.

113. L'accouchement en établissement de santé¹⁸² représente la mesure la plus efficace pour éviter les décès maternels et néonataux. Entre 2007 et 2011, la proportion des naissances assistées par du personnel de santé qualifié au niveau national est passée de 76 % à 83,8 %¹⁸³. De même, pendant cette période, l'accouchement en établissement de santé dans les régions rurales est passé de 49,4 % à 62,5 %¹⁸⁴. En 2011, la proportion d'accouchements en établissement de santé dans les zones rurales reste inférieure à la proportion enregistrée dans les zones urbaines (62,5 % contre 94,2 %), si bien que les politiques publiques axées sur l'augmentation de la part des accouchements en établissement de santé en milieu rural seront privilégiés.

Mortalité infantile

114. Le taux de mortalité infantile¹⁸⁵ enregistré en 2011 indique que sur 1 000 naissances vivantes, 16 nourrissons sont décédés au cours de leur première année, ce qui constitue un progrès par rapport à 2007, où 18 décès de ce type étaient enregistrés. En 2011, le taux de mortalité infantile était de 26 pour 1 000 naissances vivantes dans les campagnes et de 11 pour 1 000 dans les zones urbaines¹⁸⁶.

115. L'une des mesures prises pour réduire la mortalité infantile a consisté à élargir la couverture vaccinale. En 2011, le Calendrier de vaccination national, le plus complet de tous ceux d'Amérique du Sud, avec 16 vaccins différents, a été suivi au mieux. Pendant la période allant de 2009 à 2011, 878 815 nourrissons de moins de 1 an et 561 885 enfants de 1 à 4 ans ont reçu un vaccin contre la pneumonie. De même en 2011, une première dose du vaccin anti-poliomyélite a été administrée à 2 033 123 enfants et une deuxième dose à 1 748 399 enfants. Pour ce qui est de la vaccination contre la rougeole, en 2011 1 990 453 doses ont été administrées¹⁸⁷.

Malnutrition chronique des enfants

116. Le niveau de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans a diminué, passant de 28,5 % en 2007 à 19,5 % en 2011, compte tenu du cadre international de référence de l'OMS. Néanmoins, les disparités géographiques persistent, le niveau de malnutrition chronique des enfants se situant à 37 % dans les campagnes et à 10,1 % dans les zones urbaines¹⁸⁸.

117. Dans le cadre du budget axé sur les résultats¹⁸⁹, le Programme nutritionnel en place (PAN)¹⁹⁰ prévoit une série d'interventions qui impliquent le financement de campagnes de vaccination, des bilans de santé et la distribution d'appoints alimentaires en faveur des enfants de moins de 5 ans ainsi que des femmes enceintes et des mères allaitantes. Ce programme finance également les soins aux personnes atteintes de maladies respiratoires, de diarrhées et de parasites, et encourage l'allaitement maternel exclusif les six premiers mois de la vie¹⁹¹. Entre 2008 et 2012, les crédits budgétaires consacrés à ce programme sont passés de 1 194 500 000 nouveaux soles à 2 131 700 000 nouveaux soles (environ 819 millions de dollars É.-U.).

118. Le Programme national WawaWasi (désigné aujourd'hui sous le nom de Cuna Más) est un programme social qui se consacre intégralement à la petite enfance, en réponse à la nécessité d'assurer un accueil de jour pour les enfants de moins de 4 ans. Entre juillet 2006 et décembre 2011, 258 874 enfants ont bénéficié de ce programme sous forme d'accès à des soins de santé, à l'alimentation et la nutrition, à l'apprentissage précoce des enfants et à la sécurité pour un coût de 244 520 717 nouveaux soles (environ 94 millions de dollars É.-U.)¹⁹². De même, la règle technique de santé pour le contrôle de la croissance et du développement de l'enfant de moins de 5 ans a été appliquée dans l'objectif de contribuer au développement intégral des enfants de ce groupe d'âges, moyennant l'évaluation appropriée et périodique de la croissance et du développement et la détection précoce de risques, perturbations ou troubles.

C. Droit à l'éducation

119. Les crédits budgétaires consacrés au secteur de l'enseignement ont peu à peu augmenté. Ainsi, alors qu'en 2009 ce secteur a reçu une dotation de 14 569 700 000 nouveaux soles (environ 5,6 milliards de dollars É.-U.), en 2012 cette dotation a été portée à 17 563 200 000 nouveaux soles (environ 6,7 milliards de dollars).

120. Quant au taux d'alphabétisation de la population de 15 ans et plus, il a augmenté, passant de 90,8 % en 2006 à 92,9 % en 2011¹⁹³. Dans le cadre du Programme national de mobilisation en faveur de l'alphabétisation, qui a pour objectif d'apprendre à lire, à écrire et compter, aux personnes qui n'ont pu recevoir en temps utile un enseignement ou qui ont perdu les connaissances acquises faute de les avoir utilisées¹⁹⁴, entre 2006 et 2010, 3 576 947¹⁹⁵ personnes ont bénéficié d'une instruction grâce à un investissement de 679 231 830¹⁹⁶ nouveaux soles (environ 261 millions de dollars É.-U.).

121. En 2011, il reste des disparités entre zones de résidence. Ainsi, alors qu'en zone urbaine 96,2 % de la population âgée de 15 ans et plus est alphabétisée, dans les campagnes ce taux n'est que de 82 %. Il en est de même de la différence entre hommes et femmes (96,4 % contre 88,7 %) ¹⁹⁷. Afin de renverser cette situation, l'alphabétisation a été intégrée dans le parcours pédagogique du Programme d'éducation de base alternative ¹⁹⁸ des jeunes et des adultes.

Taux de scolarisation

122. En 2011, au niveau national le taux brut de scolarisation du groupe d'âges 3-16 ans se situait à 90,7 %. En d'autres termes environ 9 personnes sur 10 de cette classe d'âge avaient suivi un enseignement au collège, soit un progrès considérable par rapport à 2004, année où le taux de scolarisation se situait à 86 % ¹⁹⁹.

123. L'enseignement primaire est le deuxième niveau d'enseignement de type formel que les jeunes de 6 à 11 ans sont légalement tenus de suivre. Alors qu'en 2004, au niveau national, 90,2 % des enfants de 6 à 11 ans suivaient un enseignement dans le primaire, cette proportion est passée à 93 % en 2011. Le taux net ²⁰⁰ de scolarisation dans le primaire des petits garçons (93,1 %) dépassait légèrement celui des petites filles (93 %). En 2011, le taux de scolarisation dans les campagnes (93,7 %) dépassait celui des zones urbaines (92,7 %).

124. Il en découle qu'aujourd'hui l'État péruvien doit faire face à de nouveaux défis visant essentiellement à améliorer la qualité de l'enseignement ²⁰¹. Des mécanismes ont été mis en place pour surmonter ces difficultés, y compris la mise en œuvre, en 2012, de trois programmes budgétaires ²⁰², ayant pour objectif d'améliorer les résultats de l'apprentissage des élèves aux niveaux préscolaire primaire et secondaire de l'éducation de base ordinaire des services d'enseignement public, avec une dotation budgétaire de 3,6 milliards de dollars.

125. Face à la nécessité de disposer de programmes de base, qui soient communs à l'enseignement dans tout le pays et organisés selon les différents niveaux et types d'enseignement, la deuxième édition du Programme national de l'éducation de base ordinaire a été adoptée en 2009 ²⁰³. C'est ainsi que le Programme national propose des thèmes transversaux, y compris l'enseignement des droits de l'homme ²⁰⁴.

Droit à l'éducation des segments vulnérables de la population

126. Parmi les mesures adoptées pour assurer une éducation pour tous les enfants et jeunes handicapés, figure la mise en place de 461 centres d'enseignement de base spécial (CEBE) qui offrent un enseignement aux élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux associés à un handicap, un talent et/ou une surdouance. Si en 2009, le nombre d'élèves inscrits était de 21 296, il n'y en avait que 18 240 en 2011.

127. Il y a au Pérou diverses populations autochtones, dont la majeure partie parle des langues péruviennes différentes du castillan. L'accès à une éducation de qualité pour ce groupe suppose l'amélioration du système d'enseignement interculturel bilingue (EIB). Il existe au niveau national 19 000 écoles bilingues, qui ont accueilli 515 611 élèves de niveaux préscolaire, primaire et secondaire, satisfaisant uniquement 11 % de la demande. Afin d'améliorer cette situation, il est actuellement procédé à la validation du modèle pédagogique EIB et à la sélection d'établissements d'enseignement ²⁰⁵ afin de mieux connaître les besoins et réponses en matière d'enseignement dans les zones urbaines et rurales au niveau national. Une dotation de 12 163 047 dollars É.-U. a été affectée à ces activités.

D. Droit au travail

Salaire minimum vital

128. Afin de rendre aux salariés leur pouvoir d'achat, il a été décidé d'augmenter en 2011 le salaire minimum (RM)²⁰⁶ des travailleurs assujettis au régime de travail privé pour un montant de 150 nouveaux soles (environ 56 dollars), en deux étapes (75 nouveaux soles chaque fois)²⁰⁷. À ce jour, le salaire minimum ainsi relevé a atteint 750 nouveaux soles.

Taux de chômage et de sous-emploi

129. En 2010, les taux de chômage²⁰⁸ et de sous-emploi au Pérou sont restés en dessous des niveaux enregistrés dans les années 1990. En 2011, le chômage au niveau national touchait 4,2 % de la population économiquement active²⁰⁹, contre 5,6 % en 2004. Pour ce qui est de la partie de la population qui est sous-employée, en 2004 elle représentait 72,5 %, alors qu'en 2011 ce pourcentage a été ramené à 51,1 %.

Droit au travail sans discrimination

130. En 2011, le Ministère du travail et de la promotion de l'emploi (MTPE) a procédé à 96 inspections dans des entreprises sur le thème de la discrimination au travail. Vingt-quatre entreprises ont été condamnées. Il a pu être ainsi établi que parmi les 15 218 travailleurs inspectés, 1 467 avaient fait l'objet d'une discrimination, entraînant la condamnation des entreprises à des amendes pour un montant de 289 556 nouveaux soles (environ 111 000 dollars).

131. En ce qui concerne les femmes, elles constituaient en 2009 44 % et en 2011 44,1 % de la population économiquement active ayant un emploi. Néanmoins, le revenu annuel moyen des femmes reste inférieur à celui des hommes – en 2008, le revenu des femmes représentait 63,4 % du revenu des hommes tandis que ce pourcentage était de 67,1 % en 2011. Cette situation impose à l'État péruvien de prendre des mesures correctives immédiates²¹⁰.

132. Il faut noter à cet égard que le MTPE procède actuellement à la mise au point d'une méthode en vue de la réalisation d'une évaluation objective de l'emploi, visant la différence salariale entre femmes et hommes à travail égal (discrimination salariale) ou les différences d'emploi. À ce jour, il a été proposé d'élaborer une carte des risques de discrimination salariale à l'encontre des femmes à travail égal, qui sera utilisée pour repérer les entreprises qui pratiquent des mesures discriminatoires²¹¹.

133. À l'issue de la promulgation de la loi sur la prévention et la sanction du harcèlement sexuel²¹², en 2009 différentes institutions de l'État ont commencé à mettre en œuvre des directives internes visant à décourager tout comportement de harcèlement sexuel²¹³.

134. De même, en novembre 2008 des mesures nationales pour lutter contre le VIH/sida sur le lieu du travail²¹⁴ ont été adoptées pour promouvoir le développement d'actions face à cette épidémie sur le lieu de travail, qui devront être axées sur la promotion de la non-discrimination à l'égard des personnes souffrant de cette maladie, ainsi que le respect de leur droit du travail.

Droits syndicaux

135. En mars 2012, le Congrès de la République du Pérou, décidant de l'élimination progressive du régime spécial fixé par le décret législatif n° 1057²¹⁵, a accordé des droits du travail à tous les travailleurs liés au Contrat administratif de services, y compris le droit à des congés payés de trente jours ouvrables, ainsi que la reconnaissance du droit à la liberté syndicale.

Travail forcé

136. La Commission nationale de lutte contre le travail forcé déploie des efforts pour élaborer et mettre en œuvre – avec l’assistance technique de l’OIT – le deuxième Plan national de lutte contre le travail forcé, prévu pour la période 2012-2016. De même, un Groupe spécial d’inspection pour la lutte contre le travail forcé (GEIT) a été constitué. Ce groupe spécial se compose d’inspecteurs du travail ayant reçu une formation spécifique en la matière et qui ont réalisé d’importants travaux d’enquête concernant l’exploitation forestière dans la région de Loreto.

E. Droit à un logement approprié

137. Pendant la période allant d’août 2006 à mai 2012, la construction et la rénovation d’environ 308 000 logements²¹⁶ ont bénéficié d’une aide dans le cadre des programmes lancés par le Ministère du logement, de la construction et de l’hygiène (MVCS), tels que Techo Propio²¹⁷, Nuevo Crédito Mi Vivienda²¹⁸ et Banco de Materiales²¹⁹.

138. De même, afin de promouvoir le droit à la propriété, pendant la période allant de 2011 à mai 2012, l’organisme de formalisation du droit à la propriété (COFOPRI) a accordé 131 377 titres de propriété au niveau national, sur la base d’un investissement à hauteur de 69 millions de nouveaux soles (environ 26,5 millions de dollars É.-U.)²²⁰.

139. En janvier 2012, le MVCS a mis en place le Programme de soutien à l’habitat rural²²¹, qui a pour objectif d’améliorer les conditions de logement de la population installée dans les agglomérations rurales. Dans le cadre de ce programme, la mise en route d’environ 215 centres de services dans 15 départements du pays a été prévu, ainsi que l’intervention de l’État pour l’amélioration de 500 logements²²².

F. Droit d’accès à la justice et garantie des droits de la défense

140. Le système de justice péruvien est en pleine évolution du fait de la réforme de son système pénal et de la législation du travail suite à la mise en œuvre du nouveau Code de procédure pénale²²³ (NCPP) et de l’application de la nouvelle législation du travail. En juin 2012, le NCPP est entré en vigueur dans 21 des 31 arrondissements judiciaires (DJ) du pays. En ce qui concerne le nouveau Code du travail, en juillet 2012 il était en vigueur dans 12 arrondissements judiciaires. L’introduction de nouvelles règles de procédure telles que l’immédiateté, le principe d’oralité, la célérité et l’économie de procédure est l’un des facteurs importants de ce processus de réforme.

141. La Direction de l’assistance juridique et de la défense des victimes²²⁴ a été créée dans le but d’apporter une assistance juridique gratuite en matière de droit de la famille, de droit civil et de droit du travail aux personnes à faibles ressources économiques, ainsi qu’une assistance immédiate à toute personne victime de la privation de ses droits sous quelque forme que ce soit et au niveau national.

142. Aux fins de la réalisation des objectifs décrits ci-dessus, il faut préciser qu’en juin 2012 on compte au niveau national 908 défenseurs publics, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2008, année où l’on disposait des services de 697 avocats. Entre janvier 2008 et juin 2012, 1 436 910 personnes ont bénéficié d’une consultation et 513 897 personnes ont eu recours aux services du système de défense publique en matière pénale. Après l’application du nouveau Code de procédure pénale, 53 793 consultations et 28 095 recours au système de défense ont été enregistrés au niveau national.

143. La Direction de conciliation extrajudiciaire et autres moyens de règlement des différends du MINJUS²²⁵ offre des services de conciliation²²⁶ et exerce des fonctions

d'arbitraje²²⁷. Dans ce contexte, elle recherche des solutions pacifiques aux conflits touchant au droit de la famille et/ou au droit civil, sans nécessité de passer en justice, permettant aux segments les plus vulnérables de la population d'accéder de façon rapide et économique à la justice. Entre janvier 2008 et mai 2012, il y a eu 40 124 tentatives de conciliation, dont 30 730 (soit 76,6 %) ont abouti à un accord total, 916 (2,3 %) à un accord partiel et 8 478 (21,1 %) à une absence d'accord.

Notes

- ¹ La información contenida en el presente informe nacional corresponde, principalmente, al periodo comprendido entre los años 2008-2012. Los aportes y observaciones por parte de las instituciones consultadas fueron recibidos hasta el 19 de julio de 2012.
- ² MINISTERIO DE JUSTICIA Y DERECHOS HUMANOS. Resolución Ministerial N° 0167-2012-JUS, de fecha 20 de junio de 2012. Mediante la citada Resolución se aprobó el Reglamento Interno del Consejo Nacional de Derechos Humanos (CNDH). Conforme a su artículo 19°, la Secretaría Técnica del CNDH se encarga de brindar apoyo técnico y administrativo al CNDH.
- ³ El Grupo de Trabajo Multisectorial encargado de elaborar el informe nacional relativo al Examen Periódico Universal estuvo conformado por representantes de las siguientes entidades gubernamentales: Presidencia del Consejo de Ministros, Ministerio de Relaciones Exteriores, Poder Judicial, Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, Ministerio de Salud, Ministerio de Cultura, Ministerio Público, Ministerio de Defensa, Ministerio del Interior, Ministerio de Educación, Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables, Ministerio del Ambiente, Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social, y Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. El grupo de trabajo estuvo presidido por éste último.
- ⁴ Mediante el artículo 1° del Decreto Supremo N° 012-86-JUS, de fecha 06 de septiembre de 1986, modificado por Decreto Supremo N° 011-2012-JUS, de fecha 20 de abril de 2012; se creó el Consejo Nacional de Derechos Humanos adscrito al Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. El CNDH es el órgano multisectorial encargado de emitir opiniones y brindar asesoramiento al Poder Ejecutivo en el desarrollo de políticas, programas, proyectos y planes en materia de derechos humanos, especialmente referido al Plan Nacional de Derechos Humanos y cuenta con una Secretaría Técnica, la que brinda apoyo técnico y administrativo al referido Consejo. El CNDH se encuentra presidido por el Viceministro de Derechos Humanos y Acceso a la Justicia del MINJUS
- ⁵ Presidencia del Consejo de Ministros, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, Ministerio de Relaciones Exteriores, Ministerio de Defensa, Ministerio del Interior, Ministerio de Educación, Ministerio de Salud, Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables, Ministerio del Ambiente, Ministerio de Energía y Minas, Ministerio de Cultura, Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social, Poder Judicial, Ministerio Público y Defensoría del Pueblo.
- ⁶ Coordinadora Nacional de Derechos Humanos, Concilio Evangélico del Perú, Asociación Episcopal Peruana, Confederación Nacional de Instituciones Empresariales Privadas, y Consejo de Prensa Peruana.
- ⁷ Ministerio de Economía y Finanzas, Ministerio de Vivienda, Construcción y Saneamiento, Consejo de Reparaciones, Instituto Nacional Penitenciario, Comisión Multisectorial de Alto Nivel, Dirección General de Defensa Pública, Registro Nacional de Identificación y Estado Civil, Instituto Nacional de Estadística e Informática, Mesa de Concertación de Lucha contra la Pobreza, Consejo Nacional para la Integración de la Persona con Discapacidad.
- ⁸ Sentencia del Tribunal Constitucional. Expediente N° 0025-2005-PI y N° 0026-2005-PITC, de fecha 25 de abril de 2006. Asimismo, según lo establecido en la Cuarta Disposición Final y Transitoria de la Constitución Política del Perú de 1993, "*las normas relativas a los derechos y a las libertades que la Constitución reconoce se interpretan de conformidad con la Declaración Universal de Derechos Humanos y con los tratados y acuerdos internacionales sobre las mismas materias ratificados por el Perú*".
- ⁹ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Resolución Legislativa N° 29894. (El Peruano: 06 de Julio de 2012).
- ¹⁰ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Resolución Legislativa N° 29843. (El Peruano: 16 de marzo de 2012).

- ¹¹ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29809, Ley de Organización y Funciones del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. (El Peruano: 08 de diciembre de 2011).
- ¹² CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29792, Ley de Creación, Organización y Funciones del Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social. (El Peruano: 20 de octubre de 2011).
- ¹³ El MIDIS debe cumplir dos funciones básicas: por un lado, como ente ejecutor de programas sociales focalizados y temporales debe asegurar una intervención coordinada y eficaz en la dotación de bienes y servicios a sectores de la población que requieren un apoyo directo del Estado; por otro lado, como ente rector de la política social nacional debe garantizar que los diferentes sectores y niveles de gobierno del Estado peruano, que implementen programas y políticas sociales, actúen coordinadamente.
- ¹⁴ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29565, Ley de Creación del Ministerio de Cultura. (El Peruano: 22 de julio de 2010). Asimismo, mediante Decreto Supremo N° 001-2010-MC (El Peruano: 25 de septiembre de 2010) se dispuso la fusión por absorción del Instituto Nacional de Desarrollo de Pueblos Andinos, Amazónicos y Afroperuanos (INDEPA) al Ministerio de Cultura.
- ¹⁵ PODER EJECUTIVO. Decreto Legislativo N° 1013, que aprueba la Ley de Creación, Organización y Funciones del Ministerio del Ambiente. (El Peruano: 13 de mayo de 2008).
- ¹⁶ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. Decreto Supremo N° 004-2010-TR. (El Peruano: 21 de abril de 2010) “*Artículo 52: La Dirección General de Derechos Fundamentales y Seguridad y Salud en el Trabajo es un órgano de línea del Viceministerio de Trabajo responsable de formular las políticas públicas y funciones sustantivas orientadas a la promoción de la libertad sindical, la erradicación del trabajo forzoso, la erradicación del trabajo infantil, la igualdad de oportunidades y no discriminación, entre otros derechos fundamentales en el trabajo; así como, en materia laboral para el cumplimiento de la regulación del sector Salud en la relación de trabajo y en materia de seguridad en el trabajo y bienestar social, incluyendo la prevención y protección de riesgos ocupacionales*”.
- ¹⁷ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. Decreto Supremo N° 004-2010-TR. (El Peruano: 21 de abril de 2010).
- ¹⁸ De acuerdo a los Lineamientos y Estrategias para la Gestión de Conflictos Sociales, aprobados por Resolución Ministerial 161-2011-PCM, se define como conflicto social aquellos procesos sociales dinámicos en el que dos o más partes interdependientes perciben que sus intereses se contraponen, adoptando acciones que pueden constituir una amenaza a la gobernabilidad y/o orden público. Sobre la base de esta definición, la Oficina de Gestión de Conflictos Sociales de la Presidencia del Consejo de Ministros ha sistematizado los casos donde este órgano viene interviniendo, con un total de 68 conflictos sociales. De este total, 45 se encuentran en gestión (seguimiento), 16 se encuentran en tratamiento y un total de 7 casos han sido resueltos. Los tipos de conflictos son: agrarios, forestales y áreas naturales protegidas, por producción de hoja de coca, demarcación territorial, mineros, minería informal, hídricos, proyectos energéticos, proyectos hidrocarburíferos, laborales, entre otros. La PCM, a través de la Oficina de Gestión de Conflictos Sociales, está coordinando mesas de diálogo intersectoriales para la resolución de conflictos sociales, con resultados positivos que evidencian la voluntad del Poder Ejecutivo de resolver las demandas de la población, a través del diálogo y la construcción de consensos. Las mesas de diálogo más importantes son: Moquegua, Tacna, Cusco, Huari, Morococha, entre otras.
- ¹⁹ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Decreto Supremo N° 010-2010-PCM. (El Peruano: 19 de enero de 2010).
- ²⁰ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29158, Ley Orgánica del Poder Ejecutivo. (El Peruano: 20 de diciembre de 2007). “*Artículo 17: La Presidencia del Consejo de Ministros es el Ministerio responsable de la coordinación de las políticas nacionales y sectoriales del Poder Ejecutivo. Coordina las relaciones con los demás Poderes del Estado, los organismos constitucionales, gobiernos regionales, gobiernos locales y la sociedad civil*”.
- ²¹ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Resolución Ministerial N° 161-2011-PCM. (El Peruano: 20 de julio de 2011).
- ²² CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29785, Ley del Derecho a la Consulta Previa a los Pueblos Indígenas u Originarios reconocido en el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT). (El Peruano: 07 de septiembre de 2011). Para efectos de la citada Ley se considera al Viceministerio de Interculturalidad del Ministerio de Cultura como el órgano técnico especializado en materia indígena del Poder Ejecutivo.

- ²³ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Resolución Suprema N° 337-2011-PCM. (El Peruano: 16 de noviembre de 2010). La Comisión Multisectorial estuvo integrada por diferentes sectores del Estado, representantes de las organizaciones indígenas de alcance nacional y en calidad de observadores, representantes de las Naciones Unidas, la Defensoría del Pueblo y la Coordinadora Nacional de Derechos Humanos.
- ²⁴ MINISTERIO CULTURA. Oficio N° 270-2012-DGIDP/VMI/MC, de fecha 17 de julio de 2012. P. 02 y 03. En el marco de la elaboración de la versión preliminar del reglamento se realizaron 6 eventos Macro Regionales. El promedio de participantes en la Macro Regional de Chiclayo fue de 272, en la Macro Regional con sede en Pucallpa participaron en promedio 280 personas, mientras que la realizada en Iquitos se obtuvo un promedio de 274 participantes. En el caso de las Macro Regionales de Cuzco, Bagua, Huancayo y Lima, el promedio de participantes fue 439, 200, 319 y 520 respectivamente. Finalmente, después de 8 reuniones de diálogo de la Comisión Multisectorial se aprobó el Reglamento de la Ley del Derecho a la Consulta Previa a los Pueblos Indígenas y Originarios, reconocido en el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo.
- ²⁵ MINISTERIO DE CULTURA. Decreto Supremo N° 001-2012-MC. (El Peruano: 03 de abril de 2012). “Artículo 4°: “(...) el contenido de la medida legislativa o administrativa que se acuerde o promulgue, sobre la cual se realiza la consulta, debe ser acorde a las competencias de la entidad promotora, respetar las normas de orden público así como los derechos fundamentales y garantías establecidos en la Constitución Política del Perú y en la legislación vigente. El contenido de la medida debe cumplir con la legislación ambiental y preservar la supervivencia de los pueblos indígenas”.
- ²⁶ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29785, Ley del Derecho a la Consulta Previa a los Pueblos Indígenas u Originarios reconocido en el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT). (El Peruano: 07 de septiembre de 2011). En la referida Ley se establece la creación de la Base de Datos Oficial de Pueblos Indígenas u Originarios y, a efectos de implementarla, se aprobó la Directiva que regula su funcionamiento mediante Resolución Ministerial N° 202-2012-MC, de fecha 22 de mayo de 2012.
- ²⁷ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 27811, Ley que establece el Régimen de Protección de los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas vinculados a los Recursos Biológicos. (El Peruano: 10 de agosto de 2002).
- ²⁸ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 27811, Ley que establece el Régimen de Protección de los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas vinculados a los Recursos Biológicos. (El Peruano: 10 de agosto de 2002). El artículo 37 ° de la referida Ley establece que el Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas gozará de autonomía técnica, económica, administrativa y financiera. Por su parte, el artículo 38° señala que los pueblos indígenas tienen derecho a acceder a los cursos del Fondo a través de sus organizaciones representativas y por medio de proyectos de desarrollo, previa evaluación y aprobación del Comité Administrador.
- ²⁹ El Comité Administrador del Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas se encuentra conformado por 5 representantes de las organizaciones indígenas (Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú-CONAP, Confederación Campesina del Perú-CCP, Confederación de Comunidades Campesinas Afectadas por la Minería- CONACAMI, Confederación Nacional Agraria – CNA y Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana - AIDSESEP) y 2 representantes del Viceministerio de Interculturalidad, tal como establece la Ley N° 27811. El primer objetivo del Comité es elaborar un reglamento para regular la organización y funcionamiento del mencionado Fondo.
- ³⁰ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 007-2008-MIMDES. (El Peruano: 23 de diciembre de 2008).
- ³¹ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo 007-2008-MIMDES. (El Peruano: 23 de diciembre de 2008). Mediante artículo 3° del mencionado Decreto se constituyó la Comisión Multisectorial Permanente encargada del monitoreo y seguimiento del Plan de Igualdad de Oportunidades para las Personas con Discapacidad 2009-2018. La Comisión se encuentra conformada por: un (1) representante del Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social, a través del Viceministerio de la Mujer, quien lo preside, un (1) representante del Consejo Nacional para la Integración de la Persona con Discapacidad - CONADIS, quien se encuentra a cargo de la Secretaría Técnica de la Comisión, un (1) representante del Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, un (1) representante del Ministerio de Educación, un (1) representante del Ministerio de Relaciones Exteriores, un (1) representante del Ministerio de Vivienda, Construcción y Saneamiento, un (1)

- representante del Ministerio de Transportes y Comunicaciones y un (1) representante del Ministerio de Economía y Finanzas. Para la formulación del Plan, se realizaron talleres de trabajo para recabar las necesidades de la sociedad civil en Cuzco, Pasco, Arequipa, Piura, Iquitos, La Libertad y en Lima. En total, a nivel nacional fueron consultadas 2300 personas.
- ³² CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29478, Ley que establece facilidades para la emisión del voto de las personas con discapacidad. (El Peruano: 18 de diciembre de 2009).
- ³³ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29535, Ley que otorga reconocimiento oficial a la lengua de señas peruanas. (El Peruano: 21 de mayo de 2010).
- ³⁴ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 013-2009-MIMDES. (El Peruano: 11 de diciembre de 2009). Mediante el referido Decreto se aprueba el Reglamento de la Ley N° 28530, Ley de promoción de acceso a Internet para personas con discapacidad y de adecuación al espacio físico en cabinas públicas de Internet.
- ³⁵ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29812, Ley de Presupuesto del Sector Público para el año fiscal 2012. (El Peruano: 09 de diciembre de 2011).
- ³⁶ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Resolución Suprema N° 067-2012-PCM. (El Peruano: 08 de marzo de 2012). Mediante la citada resolución se creó la Comisión Multisectorial encargada de apoyar y asesorar en la preparación, formulación y ejecución de la Encuesta Nacional Especializada sobre Discapacidad.
- ³⁷ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Autógrafa de Ley. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en: http://www2.congreso.gob.pe/Sicr/RelatAgenda/proapro20112016.nsf/pa_proyectosaprobados?OpenForm.
- ³⁸ El Programa Presupuestal con Enfoque de Resultados (PpR) es una estrategia de gestión pública que vincula la asignación de recursos a productos y resultados medibles a favor de la población, que requiere de la existencia de una definición de los resultados a alcanzar, el compromiso para alcanzar dichos resultados por sobre otros objetivos secundarios o procedimientos internos, la determinación de responsables, los procedimientos de generación de información de los resultados, productos y de las herramientas de gestión institucional, así como la rendición de cuentas. El Presupuesto por Resultados (PpR) se implementa progresivamente a través de los programas presupuestales, las acciones de seguimiento del desempeño sobre la base de indicadores, las evaluaciones y los incentivos a la gestión, entre otros instrumentos que determine el Ministerio de Economía y Finanzas, a través de la Dirección General de Presupuesto Público, en colaboración con las demás entidades del Estado. Los programas presupuestales son unidades de programación de las acciones del Estado que se realizan en cumplimiento de las funciones encomendadas a favor de la sociedad.
- ³⁹ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 011-2011-MIMDES. (El Peruano: 09 de julio de 2011).
- ⁴⁰ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Decreto Supremo N° 081-2011-PCM. (El Peruano: 19 de octubre de 2011).
- ⁴¹ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29633, Ley que fortalece la tutela del incapaz o adulto mayor mediante la modificación de diversos artículos del Código Civil. (El Peruano: 17 de diciembre de 2010).
- ⁴² MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Resolución Ministerial N° 010-2009-MIMDES. (El Peruano: 27 de noviembre de 2009).
- ⁴³ DEFENSORIA DEL PUEBLO. Informe de Adjuntía N° 003-2011/DP/ADHPD. Los Afrodescendientes en el Perú: Una aproximación a su realidad y al ejercicio de sus derechos. Lima, 2011. P. 43.
- ⁴⁴ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. Decreto Supremo N° 003-97-TR. Texto Único Ordenado del Decreto Legislativo. N° 728, Ley de Productividad y Competitividad Laboral. (El Peruano: 27 de marzo de 1997).
- ⁴⁵ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 26772, Ley que Dispone que las ofertas de empleo y acceso a medios de formación educativa no podrán contener requisitos que constituyan discriminación, anulación o alteración de igualdad de oportunidades o de trato. (El Peruano: 17 de abril de 1997).
- ⁴⁶ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29571, Código de Protección y Defensa del Consumidor. (El Peruano: 02 de setiembre de 2010).
- ⁴⁷ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 27867. Ley Orgánica de Gobiernos Regionales. (El Peruano: 18 de noviembre de 2002). "Artículo 2: *Los Gobiernos Regionales emanan de la voluntad popular. Son personas jurídicas de derecho público, con autonomía política, económica y*

- administrativa en asuntos de su competencia, constituyendo, para su administración económica y financiera, un Pliego Presupuestal. Artículo 21: El Presidente Regional tiene las siguientes atribuciones (...) o Promulgar las Ordenanzas Regionales o hacer uso de su derecho a observarlas en el plazo de quince (15) días hábiles y ejecutar los acuerdos del Consejo Regional”.*
- ⁴⁸ CONSTITUCIÓN POLÍTICA DEL PERÚ. “Artículo 140.- La pena de muerte sólo puede aplicarse por el delito de traición a la Patria en caso de guerra, y el de terrorismo, conforme a las leyes y a los tratados de los que el Perú es parte obligada”.
- ⁴⁹ El Código Penal peruano no prevé la pena de muerte como sanción penal en ninguno de sus artículos. El Decreto Legislativo N° 1094, Código Penal Militar Policial (El Peruano: 01 de septiembre de 2010), en su artículo 58°, ubicado en el apartado “De los Delitos contra la Defensa Nacional”, establece que “en caso de guerra exterior podrá aplicarse la pena de muerte, acorde con nuestra legislación”.
- ⁵⁰ La última condena a muerte dictada en el Perú, la misma que fue ejecutada, se expidió en 1979 contra Julio Vargas Garayar, sub oficial de la Fuerza Aérea Peruana (FAP), por el delito de traición a la patria. Dicha condena fue impuesta por el fuero militar y ejecutada el 20 de enero de 1979, es decir, hace ya 33 años.
- ⁵¹ Mediante Resolución N° 1645-2004-MP-FN, de fecha 22 de noviembre de 2004, se crearon las Fiscalías Penales Supraprovinciales, con competencia territorial sobre los Distritos Judiciales de Lima, Lima Norte y Callao. Con la Resolución N° 1698-2009-MP-FN, de fecha 23 de noviembre de 2009, se precisa la competencia territorial para los Distritos Judiciales de Lima Sur y Lima Este para que se avoquen al conocimiento de investigaciones preliminares por los delitos contra la humanidad y los delitos comunes que hayan constituido casos de violación de derechos humanos, así como de los delitos conexos mismos. Conforme a las Resoluciones de la Fiscalía de la Nación N° 1131-2006-MP-FN y N° 829-2008-MP-FN, las Fiscalías Penales Supraprovinciales de Lima y la Fiscalía Superior Penal Nacional tienen competencia funcional ampliada a todo el territorio nacional, para avocarse a los procesos judiciales por delitos contra la humanidad y otros. Asimismo, en atención a las recomendaciones de la Defensoría del Pueblo mediante Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 1697-2009-MP-FN-2005-MP-FN, están a cargo de las investigaciones por delitos contra la humanidad y otros con competencia en todo el distrito judicial al que pertenecen. En los Distritos Judiciales en que no se haya designado Fiscalías Especializadas, es de aplicación el artículo 4° de la Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 829-2008-MP-FN, de fecha 23 de junio de 2009, que establece que la investigación preliminar será competencia de la Fiscalía Penal Nacional será practicada por las Fiscalías Supraprovinciales o Fiscalías Especializadas o por las Fiscalías Comunes o Mixta.
- ⁵² Mediante Resolución Administrativa N° 023-2011-CE-PJ, de fecha 26 de enero de 2011, se amplía la competencia del Juzgado Penal Supraprovincial de Ayacucho para todo el Distrito Judicial de Ayacucho; y mediante Resolución Administrativa N° 094-2009-CE-PJ, de fecha 20 de marzo de 2009, se crearon dos nuevos Juzgados Penales Provinciales en los distrito judiciales de Junín y Huánuco y se indicó que dentro de la Sala Penal Nacional formarían dos colegiados para conocer casos de Derechos Humanos. En el 2007 la Resolución Administrativa N° 223-2007-CE-PJ, de fecha 12 de septiembre de 2007, precisa la ampliación de competencia para casos que resulten especialmente graves y particularmente complejos y masivos, siempre que tengan repercusión nacional.
- ⁵³ A fin de adecuar la tipificación del delito de desaparición forzada de personas en el Código Penal [Artículo 320°.- *El funcionario o servidor público que prive a una persona de su libertad, ordenando o ejecutando acciones que tenga por resultado su desaparición **debidamente comprobada**, será reprimido con pena privativa de libertad no menor de quince años e inhabilitación (...)*] a los estándares internacionales; mediante el Acuerdo Plenario N° 09-2009/CJ-116, emitido por la Corte Suprema de Justicia de la República [Párr. 10. Consulta: 13 de febrero de 2012. Disponible en: <http://historico.pj.gob.pe/CorteSuprema/SalasSupremas/SPP/documentos/ACUERDO_PLENARIO_09-009-J-116_301209.pdf>] se señala que el elemento “debidamente comprobada” se entenderá configurado por el hecho de no brindar la información legalmente impuesta sobre el paradero o situación jurídica del afectado, es decir la no información es el elemento esencial del tipo penal de desaparición forzada.
- ⁵⁴ PODER JUDICIAL. Resolución Administrativa N° 170-2004-CE-PJ, de fecha 30 de septiembre de 2004. MINISTERIO PÚBLICO. Resolución N° 1645-2004-MP-FN, de fecha 22 de noviembre de 2004.

- ⁵⁵ MINISTERIO PÚBLICO. Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 1602-2005-MP-FN, de fecha 11 de agosto de 2005, mediante la cual se dictan disposiciones sobre competencia de diversas fiscalías en el conocimiento de delitos de terrorismo y lesa humanidad, derechos humanos y delitos conexos.
- ⁵⁶ PODER JUDICIAL. Oficio N° 096-2012-DDHH/PJ, de fecha 2 de abril de 2012. De los expedientes culminados con sentencia, 47 corresponden por el delito de tortura y 17 por el delito de desaparición forzada.
- ⁵⁷ PODER JUDICIAL. Oficio N° 096-2012-DDHH/PJ, de fecha 2 de abril de 2012. De los 27 procesos en trámite, 11 corresponden al delito de tortura y 16 al delito de desaparición forzada.
- ⁵⁸ El Equipo Forense Especializado (EFE) se creó mediante Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 1262-2003-MP-FN, de fecha 13 de agosto de 2003. El EFE se constituye en un grupo multidisciplinario integrado por profesionales de diferentes áreas (Medicina Legal, Antropología Social, Antropología Forense, Arqueología Forense, Odontología Forense y Fotografía Forense) que presta apoyo técnico en las exhumaciones y trabajo de laboratorio a fin de identificar las víctimas de desapariciones forzadas y ejecuciones extrajudiciales haciendo entrega de los restos a sus familiares. Asimismo, mediante la Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 039-2008-MP-FN, de fecha 11 de enero de 2008, el EFE se reconstituyó para el fortalecimiento de la búsqueda de personas desaparecidas, asignándosele un moderno laboratorio de investigaciones forenses con sede central en Huamanga, Ayacucho.
- ⁵⁹ MINISTERIO PÚBLICO. Oficio N° 553-2012-FSPNC-MP-FN, de fecha 03 de mayo de 2012. P. 20 y Oficio N° 1132-2012-FSPNC-MP-FN, de fecha 17 de julio de 2012. P. 6.
- ⁶⁰ MINISTERIO PÚBLICO. Directiva N° 007-2009-MP-FN, aprobada mediante Resolución de la Fiscalía de la Nación N° 1694-2009-MP-FN, de fecha 23 de noviembre de 2009.
- ⁶¹ MINISTERIO PÚBLICO. Oficio N° 553-2012-FSPNC-MP-FN, de fecha 03 de mayo de 2012. P. 03.
- ⁶² Los asesinatos y lesiones graves de Barrios Altos y La Cantuta fueron calificados como delitos contra la humanidad. PODER JUDICIAL. Sentencia de la Corte Suprema de Justicia de la República recaída en el Expediente N° A.V 19-2011, de fecha 07 de abril de 2009. Fundamento 717. P. 623, 624. Consulta: 18 de julio de 2012. Disponible en: http://historico.pj.gob.pe/CorteSuprema/spe/index.asp?codigo=10409&opcion=detalle_noticia.
- ⁶³ El 30 de diciembre de 2009, la Primera Sala Penal de la Corte Suprema confirmó dicha sentencia de primera instancia en todos sus extremos.
- ⁶⁴ PODER JUDICIAL. Oficio N° 096-2012-DDHH/PJ, de fecha 2 de abril de 2012. En la misma línea, el sistema de justicia peruano tuvo a su cargo la judicialización de casos emblemáticos. Así, el 01 de octubre de 2010 la Primera Sala Penal Anticorrupción condenó por homicidio calificado y asociación ilícita para delinquir a Vladimiro Montesinos Torres, Nicolás Hermoza Ríos, Santiago Enrique Martín Rivas, Carlos Eliseo Pichilingue Guevara, Juan Rivero Lazo, Julio Salazar Monroe; sindicados algunos por ser responsables en calidad de jefes y/o superiores, y otros en calidad de integrantes del denominado escuadrón militar “Colina” (con penas que oscilan entre los 15 y 25 años de pena privativa de la libertad). Del mismo modo, el 07 de octubre de 2011, la Sala Penal Nacional condenó al ex Teniente del Ejército peruano, Enrique Aurelio De La Cruz Salcedo a 17 años de pena privativa de la libertad, como autor mediato del secuestro y ejecución extrajudicial de siete campesinos del distrito de Pucayacu, provincia del Huanta, departamento de Ayacucho. Lo anterior ilustra el hecho que, el Estado peruano, ha procesado agentes del Estado y líderes de grupos responsables de haber cometido graves violaciones a los derechos humanos, sobre la base de lo establecido en las obligaciones internacionales sobre la materia y la jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos. De igual forma, los líderes de los grupos Sendero Luminoso y el MRTA han sido procesados y condenados, en pleno respeto a sus derechos al debido proceso.
- ⁶⁵ CONSTITUCIÓN POLÍTICA DEL PERÚ. «Artículo 173°.- *en caso de delito de función, los miembros de las Fuerzas Armadas y de la Policía Nacional están sometidos al fuero respectivo y al Código de Justicia Militar. Las disposiciones de éste no son aplicables a los civiles, salvo en el caso de los delitos de traición a la patria y de terrorismo que la ley determina (...). Quienes infringen las normas del Servicio Militar Obligatorio están asimismo sometidos al Código de Justicia Militar*». Este artículo es complementado con la Ley N° 29182 (El Peruano: 11 de enero de 2008), que establece que el fuero militar policial es competente únicamente para juzgar los delitos de función.
- ⁶⁶ TRIBUNAL CONSTITUCIONAL. Sentencia recaída en el Expediente N° 0012-2006-PI/TC, de fecha 15 de diciembre de 2006. F.J 14. “(...) *De acuerdo a lo antes expuesto y conforme se desprende del artículo 173° de la Constitución, no son delitos de función y, por lo tanto, no son susceptibles de*

protección mediante el Código de Justicia Militar, bienes jurídicos tales como los derechos fundamentales (...)”.

- ⁶⁷ El Fuero Militar Policial se rige por la Ley N° 29182, Ley de Organización y Funciones del Fuero Militar Policial (El Peruano: 11 de enero de 2008), modificada por el Decreto Legislativo N° 1096 (El Peruano: 01 de septiembre de 2006); el Reglamento de la Ley aprobado por la Resolución Administrativa N° 066-2009-TSMP/SG, de fecha 10 de junio de 2009; y el Reglamento de la línea de carrera y acceso a la magistratura militar policial, aprobado mediante la Resolución Administrativa N° 130-2010-TSMP/SG, de fecha 06 de enero 2011.
- ⁶⁸ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 009-2005-MIMDES. (El Peruano: 12 setiembre de 2005).
- ⁶⁹ Finalizado el conteo de votos de las elecciones congresales el nuevo Congreso de la República para el periodo 2006 – 2011 quedó conformado por 85 congresistas hombres y 35 congresistas mujeres, esta última se considera una cifra histórica en el Poder Legislativo, pues representa el 29,2% de la constitución total del Congreso de la República.
- ⁷⁰ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 27387. Ley que modifica la Ley N° 26859, Ley Orgánica de Elecciones. “Artículo 116.- Las listas de candidatos al Congreso en cada Distrito Electoral deben incluir un número no menor del 30% de mujeres o de varones. En las circunscripciones en que se inscriban listas con tres candidatos, por lo menos uno de los candidatos debe ser varón o mujer”.
- ⁷¹ JURADO NACIONAL DE ELECCIONES. Proyecto de Ley N° 00268/2011-JNE. Ley que regula la aplicación de la cuota electoral de mujeres. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en: <<http://www2.congreso.gob.pe/Sicr/TraDocEstProc/CLProLey2011.nsf>>.
- ⁷² MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 008-2001-PROMUDEH. (El Peruano: 26 de abril 2001).
- ⁷³ Los Centros de Emergencia Mujer brindan información legal, orientación social, defensa judicial y apoyo psicológico; también se realizan acciones preventivas promocionales con la población, a fin de evitar que la violencia se siga extendiendo y afecte a más personas.
- ⁷⁴ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Boletín del Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social-MIMDES. Periodo julio 2006- diciembre 2011. P.08. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en: <http://www.mimp.gob.pe/files/DIRECCIONES/DGPDS/boletines/nacional.pdf>.
- ⁷⁵ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Boletín del Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social-MIMDES. Periodo julio 2006- diciembre 2011. P.08. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en: <<http://www.mimp.gob.pe/files/DIRECCIONES/DGPDS/boletines/nacional.pdf>>.
- ⁷⁶ MINISTERIO DEL INTERIOR. Oficio N° 297-2012-IN/0103.1, de fecha 23 de mayo de 2012. P. 01.
- ⁷⁷ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES Y VULNERABLES. Decreto Supremo N° 003-2009-MIMDES. (El Peruano: 27 de marzo de 2009).
- ⁷⁸ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29819, Ley que modifica el Artículo 107 del Código Penal, incorporando el Femicidio. (El Peruano: 27 de diciembre de 2011).
- ⁷⁹ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Informe Anual 2011. Avances de la implementación de las políticas de infancia y adolescencia. P. 43. 44. Para la protección de los derechos de las niñas, niños y adolescentes, se cuenta con el servicio de las Defensorías del Niño y del Adolescente (DNA), las mismas que cumplen con tres principales funciones: brindar consejería; solucionar los conflictos que se denuncian, y derivar un determinado caso a un servicio especializado si se trata de un delito. La cobertura de las DNA se ha incrementado sostenidamente desde su creación. Así, si bien en el año 2003 se crearon 1,400 DNA en el país; a diciembre de 2011 se cuenta con 2,185 Defensorías a nivel nacional.
- ⁸⁰ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 28950, Ley contra la trata de personas y el tráfico ilícito de migrantes. (El Peruano: 16 de enero de 2007).
- ⁸¹ MINISTERIO DEL INTERIOR. Decreto Supremo. N° 007-2008-IN. (El Peruano: 30 de noviembre de 2008).
- ⁸² MINISTERIO DEL INTERIOR. Decreto Supremo N° 002-2004-IN. (El Peruano: 20 de febrero de 2004).
- ⁸³ MINISTERIO DEL INTERIOR. Decreto Supremo N° 004-2011-IN. (El Peruano: 18 de octubre de 2011). El Plan Nacional de Acción contra la Trata de Personas 2011-2016 establece diez objetivos específicos que gira en torno a ejes centrales de: (i) La prevención del delito, (ii) La persecución de delincuentes y (iii) la protección y asistencia a las víctimas.

- ⁸⁴ En el artículo 3° del Decreto Supremo N° 004-2011-IN se establece que la aplicación de la presente norma se financia con cargo al presupuesto institucional de los pliegos involucrados, sujeto a las Leyes Anuales de Presupuesto y sin demandar recursos adicionales al Tesoro Público.
- ⁸⁵ MINISTERIO PÚBLICO. Base de datos SIATF y SGF.
- ⁸⁶ Por otro lado, el Sistema de Registro y Estadística del Delito de Trata de Personas y afines - RETA-PNP, entre el 2008-2011, ha registrado un total de 1603 víctimas, de las cuales 1011 son adultos y 592 son menores de edad, identificándose un total de 522 víctimas niñas y adolescentes mujeres, es decir, el 32.42% del total de agraviados.
- ⁸⁷ MINISTERIO PÚBLICO. Resolución de Fiscalía N° 589-2010-MP-FN, de fecha 28 de abril de 2009.
- ⁸⁸ Resolución Ministerial N° 0491-2010-IN-0105, de fecha 20 de mayo de 2010. El objetivo de la referida Guía es brindar a los operadores de justicia una herramienta de trabajo que les permita aplicar el procedimiento de entrevista única a estos grupos en situación de vulnerabilidad, a efecto de evitar su revictimización. Según este modelo, las víctimas deben ser entrevistadas en una sola sesión realizada en una sala habilitada para tal efecto (Cámara Gessel).
- ⁸⁹ MINISTERIO DEL INTERIOR. Oficio N° 297-2012-IN/0103.1, de fecha 23 de mayo de 2012. P. 06. Durante el periodo comprendido entre los años 2008 y 2011, la Línea Contra la Trata de Personas (0800-2-3232) ha registrado un total de 2277 llamadas válidas de las cuales (142) han sido denuncias de presuntos casos de trata de personas en sus distintas finalidades; (71) explotación sexual, (57) explotación laboral, (03) venta de niños, (05) mendicidad, (01) tráfico de órganos, (02) tráfico ilícito de migrantes, (01) pornografía infantil y (02) casos por definir finalidad. Por otro lado, ha recibido un total de (2135) consultas referidas a la temática de Trata de personas, hechos afines como desaparición, abuso laboral, violencia sexual, migraciones, e informaciones que han permitido el servicio y apoyo a la ciudadanía tales como emergencias e incidencias de seguridad ciudadana.
- ⁹⁰ MINISTERIO DE TRANSPORTES Y COMUNICACIONES. Decreto Supremo N° 017-2009-MTC. (El Peruano: 21 de abril de 2009).
- ⁹¹ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. Informe N° 07-2012/MTPE/2/15.1, de fecha 17 de julio de 2012. P. 01.
- ⁹² El CPETI se creó mediante Resolución Suprema N° 018-2003-TR, de 21 de agosto de 2003. Mediante Resolución Ministerial N° 202-2005-TR, de 26 de julio de 2005, se emitió el Reglamento de Organización y Funciones del CPETI. Posteriormente, por Resolución Ministerial N° 131-2009-TR, de 28 de mayo de 2009, se aprobó el Plan Estratégico 2008-2010 del CPETI.
- ⁹³ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DE EMPLEO. Anuario Estadístico del Ministerio de Trabajo y Promoción de Empleo.
- ⁹⁴ MINISTERIO DE TRABAJO. Decreto Supremo N° 004-2011-TR, de fecha 06 de abril de 2011. A través de este dispositivo, se estableció la sanción con la máxima multa prevista en el rango correspondiente, esto es, hasta 20 Unidades Impositivas Tributarias (aproximadamente hasta \$ 27 mil dólares) a aquellos empleadores que permitan el trabajo de adolescentes por debajo de las edades permitidas, el trabajo del adolescente sin autorización, el trabajo infantil peligroso y aquellos que deriven en el trabajo forzoso y la trata de personas con fines de explotación laboral.
- ⁹⁵ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Boletín del Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables. Periodo julio 2006-diciembre 2011. Consulta: 27 de junio de 2012. Disponible en: <<http://www.mimdes.gob.pe/files/DIRECCIONES/DGPDS/boletines/loreto.pdf>>. El Programa Nacional para el Bienestar Familiar (INABIF) tiene como finalidad promover la protección y desarrollo integral de las niñas, niños, adolescentes, jóvenes y adultos mayores en situación de riesgo y/o abandono, propiciando la generación y mejoramiento de las condiciones que aseguren su desarrollo integral. Al finalizar el 2011, el INABIF cuenta con 36 Centros de Desarrollo Integral de la Familia, 38 Hogares y Albergues, 39 Programas Educadores de la Calle y 101 Sociedades de Beneficencias Públicas y Juntas de Participación Social funcionando a nivel nacional. Durante el periodo julio 2006-diciembre 2011 se han invertido S/.164,055,668 nuevos soles para el funcionamiento del programa.
- ⁹⁶ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Boletín del Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables. Periodo julio 2006-diciembre 2011. Consulta: 27 de junio de 2012. Disponible en: <<http://www.mimdes.gob.pe/files/DIRECCIONES/DGPDS/boletines/loreto.pdf>>.
- ⁹⁷ MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Decreto Supremo N° 003-2010-MIMDES. (El Peruano: 20 de abril de 2010).
- ⁹⁸ Mediante Resolución Ministerial N° 215-2011-TR, de fecha 27 de julio de 2011, se aprobó la “Estrategia Sectorial en materia de prevención y erradicación del Trabajo Infantil”, luego de un

amplio proceso de consulta con sectores del Gobierno y con organizaciones de la sociedad civil. Esta estrategia tiene como objetivo articular las intervenciones en los diversos sectores de las entidades públicas y privadas para reducir la participación económica no peligrosa en menores de 14 años y eliminar las peores formas de trabajo infantil en menores de 18 años, debiendo para ello considerar los siguientes ejes: *i*) incrementar el ingreso promedio de las familias, *ii*) reducir la tolerancia al trabajo infantil, *iii*) incrementar la asistencia y reducir el atraso escolar en los niños, niñas y adolescentes a la educación primaria y secundaria, *iv*) incrementar los entornos seguros para el trabajo adolescente, y *v*) generar entornos de protección social.

⁹⁹ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29497, Nueva Ley Procesal del Trabajo. (El Peruano: 15 de enero de 2010).

¹⁰⁰ CONSTITUCIÓN POLÍTICA DEL PERÚ. *Artículo 161°. La Defensoría del Pueblo es autónoma. Los órganos públicos están obligados a colaborar con la Defensoría del Pueblo cuando ésta lo requiere. Artículo 162.- Corresponde a la Defensoría del Pueblo defender los derechos constitucionales y fundamentales de la persona y de la comunidad; y supervisar el cumplimiento de los deberes de la administración estatal y la prestación de los servicios públicos a la ciudadanía.*

¹⁰¹ DEFENSORÍA DEL PUEBLO. Ley N° 26520, Ley Orgánica de la Defensoría del Pueblo. (El Peruano: 08 de agosto de 1995) “*Artículo 16.- Las autoridades, funcionarios y servidores de los organismos públicos proporcionarán las informaciones solicitadas por el Defensor del Pueblo, así como facilitarán las inspecciones que éste disponga a los servicios públicos, establecimientos de la Policía Nacional y penitenciarios y entidades estatales sometidas a su control. Para tal objeto podrá apersonarse, incluso sin previo aviso, para obtener los datos o informaciones necesarias, realizar entrevistas personales, o proceder al estudio de expedientes, informes, documentación, antecedentes y todo otro elemento que, a su juicio, sea útil*”.

¹⁰² DEFENSORÍA DEL PUEBLO. Decimocuarto Informe Anual de la Defensoría del Pueblo al Congreso de la República. Lima, 2011. P. 405.

¹⁰³ DEFENSORÍA DEL PUEBLO. Decimoquinto Informe Anual de la Defensoría del Pueblo al Congreso de la República. Lima, 2012. P. 192.

¹⁰⁴ La Comisión Multisectorial de Alto Nivel, encargada del seguimiento de las Acciones y Políticas del Estado en los ámbitos de la Paz, la Reparación Colectiva y la Reconciliación Nacional, fue creada mediante Decreto Supremo N° 011-2004-PCM, de febrero de 2004, con la misión de coordinar, monitorear y evaluar la implementación del Plan Integral de Reparaciones (PIR), creado mediante Ley N° 28592, a favor de las víctimas del proceso de violencia ocurrido en el Perú entre el período 1980-2000. Hasta diciembre de 2011 la CMAN perteneció a la Presidencia del Consejo de Ministros (PCM). El 31 de diciembre de 2011, mediante Decreto Supremo N° 102-2011 –PCM, fue adscrita al Ministerio de Justicia y Derechos Humanos; al igual que el Consejo de Reparaciones encargado del Registro Único de Víctimas (RUV).

¹⁰⁵ Con la finalidad reparar a las víctimas, y contribuir a afirmar la paz entre los peruanos y propender a la reconciliación nacional, el Estado aprobó la Ley N° 28592, Ley que crea el Programa Integral de Reparaciones, de fecha 29 de julio de 2005. La misma, constituye la principal ley en materia de reparaciones. El PIR define los programas de reparación, el concepto legal de víctima y los beneficiarios de aquellos programas, y le encarga a la Comisión Multisectorial de Alto Nivel –CMAN ser el ente coordinador.

¹⁰⁶ El Programa de Reparaciones Colectivas (PRC) tiene por objetivo contribuir a la reconstrucción del capital social e institucional, material y económico-productivo de las comunidades rurales y urbanas afectadas por el proceso de violencia. Dicho programa consiste en financiar hasta con S/.100,000 (aproximadamente US\$ 38,4 millones) proyectos seleccionados por los centros poblados afectados por la violencia, siendo el encargado de su ejecución el gobierno local en cuya jurisdicción se encuentra localizado el centro poblado.

¹⁰⁷ En el 2012, la CMAN aprobó financiar 228 proyectos en igual número de comunidades campesinas y/o nativas, por un monto de S/. 22'800,000. (aproximadamente US\$ 8,7 millones).

¹⁰⁸ Mediante Decreto Supremo N° 051-2011-PCM, de fecha 16 de junio de 2011, se dispuso la conclusión del proceso de determinación e identificación de los beneficiarios, así como criterios de monto, reparto y priorización. Al respecto, cabe informar que el 15 de noviembre de 2011, la CMAN aprobó una propuesta de modificación del Decreto Supremo 051-2011-PCM para reabrir el Registro Único de Víctimas (RUV), elevar el monto de reparación de S/. 10,000 nuevos soles a 10 UIT (equivalente a S/. 36,500 nuevos soles) y eliminar la priorización por edades. La Secretaría Ejecutiva

- de la CMAN remitió este acuerdo a la Presidencia del Consejo de Ministros, acompañado de un informe técnico.
- ¹⁰⁹ MINISTERIO DE SALUD. Decreto Supremo N° 006-2006-SA. (El Peruano: 21 de marzo de 2006) y su modificatoria Decreto Supremo N° 015-2006-SA. (El Peruano: 22 de julio de 2006).
- ¹¹⁰ MINISTERIO DE SALUD. Resolución Ministerial 299-2012-MINSA, de fecha 17 de abril de 2012.
- ¹¹¹ PRESIDENCIA DEL CONSEJO DE MINISTROS. Decreto Supremo N° 047-2011-PCM, que modifica el Reglamento del Plan Integral de Reparaciones. (El Peruano: 24 de mayo de 2011).
- ¹¹² El Consejo de Reparaciones está encargado de identificar y determinar a los beneficiarios individuales e implementar el Registro Único de Víctimas –RUV (individuales y colectivas). La información de las víctimas inscritas en el RUV es transferida a la CMAN, ente que tiene a su cargo la coordinación de la ejecución de los programas de reparaciones.
- ¹¹³ El Registro Único de Víctimas (RUV) es un instrumento creado por la Ley N° 28592 para la identificación de las víctimas del proceso de violencia sufrido por el Perú entre los años 1980 y 2000, y de los beneficiarios del Plan Integral de Reparaciones (PIR). La elaboración del RUV está a cargo del Consejo de Reparaciones y se compone de dos Libros: el Primero, referido a las víctimas individuales; y el Segundo, donde se inscriben a las comunidades nativas, comunidades campesinas y grupos de desplazados afectados por la violencia.
- ¹¹⁴ PODER EJECUTIVO. Decreto Supremo N° 015-2006-JUS, Reglamento de la Ley N° 28592, Ley de creación del Plan Integral de Reparaciones Económicas. (El Peruano: 06 de julio de 2006). “*Artículo 38°.- Casos a ser considerados para determinar e identificar a los beneficiarios del programa de reparaciones económicas. Teniendo en cuenta los listados a que se hace referencia en el artículo 42, el Consejo de Reparaciones determinará e identificará los beneficiarios del Programa de Reparaciones Económicas entre los siguientes casos: a) los familiares de las víctimas fallecidas y/o desaparecidas; b) las víctimas de desaparición forzada; c) las personas que como resultado de atentados, agresiones o torturas, tienen una discapacidad física o mental permanente, parcial o total (reconocida por la Comisión Nacional de Discapacidad (CONADIS) ; d) las víctimas de violación sexual*”.
- ¹¹⁵ En el 2008 el presupuesto asignado fue de S/. 5’511,367 nuevos soles; en el 2009 fue de S/. 3’961,046 nuevos soles; en el 2010 fue de S/. 3’065,361 nuevos soles; en el 2011 fue de S/. 1’294,976 nuevos soles; y en el 2012 fue de S/. 1’242,478 nuevos soles.
- ¹¹⁶ Entre las principales tareas pendientes, se encuentran: la entrega de 57,369 certificados que acreditan la inscripción de las víctimas en el RUV, la evaluación y calificación de 23,646 fichas recogidas y la organización y mantenimiento del acervo documentar
- ¹¹⁷ PODER JUDICIAL. Resolución Administrativa N° 129-2009-CE/PJ, Reglamento de Organización y Funciones de la Oficina del Control de la Magistratura. (El Peruano: 05 de mayo de 2012). “*Artículo 8°.* “*La OCMA es el órgano de control que tiene por función investigar la conducta de los magistrados y auxiliares jurisdiccionales señalada expresamente en la ley como supuesto de responsabilidad, con excepción de Vocales Supremos*”.
- ¹¹⁸ En similar dirección, la OCMA desarrolló diversas campañas nacionales a fin de monitorear las excarcelaciones de reclusos peligrosos así como el otorgamiento de beneficios penitenciarios, en aras de salvaguardar la seguridad ciudadana. El objetivo fue que el otorgamiento de beneficios penitenciarios se ajuste estrictamente a ley y al genuino convencimiento del juez respecto de la posible rehabilitación del sentenciado solicitante. En ese orden de ideas, durante el último trimestre del año 2011, dicho esfuerzo se vio reflejado en la disminución en más del 50% de la concesión indebida de beneficios penitenciarios. En efecto, mientras en julio de 2011 se reportaron 472 casos de otorgamiento de beneficios penitenciarios de semi-libertad y liberación condicional, en noviembre del mismo año dicha proporción disminuyó a 219.
- ¹¹⁹ PODER JUDICIAL. Memoria Institucional 2011
- ¹²⁰ OFICINA DE CONTROL DE LA MAGISTRATURA. Oficio s/n-2012-J-OCMA, de fecha 21 de junio de 2012. P. 4–5.
- ¹²¹ CONSEJO NACIONAL DE LA MAGISTRATURA. Informe N° 019-2012-ARJF-CNM, de fecha 21 de junio de 2012. P. 2–7. Asimismo, en tanto se haga efectiva la destitución, la OCMA elabora medidas cautelares para separar preventivamente de su cargo al magistrado y/o auxiliar jurisdiccional. Desde el 2009 a mayo del 2012 la OCMA ha expedido 27 Resoluciones de suspensión preventiva del cargo.
- ¹²² PODER EJECUTIVO. Decreto Supremo N° 016-2010-PCM. (El Peruano: 28 de enero de 2010).

- ¹²³ En la misma línea, en el marco de la política de fortalecimiento institucional y mejoramiento al acceso a la justicia, el Poder Judicial ha presentado el 31 agosto de 2011, ante el Congreso de la República, el Proyecto de Ley N° 117/2011-PJ, que crea la Comisión de Alto Nivel Anticorrupción, conformada por los Presidentes del Poder Judicial, del Tribunal Constitucional, del Consejo Nacional de la Magistratura, el Fiscal de la Nación, el Contralor General de la República, Presidente del Consejo de Ministros, Ministro de Justicia, Presidentes de la Asamblea Nacional de Rectores de la Asociación de Municipalidades (AMPE), el Alcalde de la Municipalidad Metropolitana de Lima, el Secretario Técnico del Foro del Acuerdo Nacional, el Presidente de la Confederación Nacional de Instituciones Empresariales Privadas (CONFIEP), el Director Ejecutivo del Consejo Nacional para la Ética Pública (PROETICA) y el Coordinador General (Secretario Ejecutivo). Las funciones de la Comisión consisten en proponer políticas de mediano y largo plazo para la prevención y lucha contra la corrupción; aprobar y velar por el cumplimiento del Plan Nacional de Lucha contra la Corrupción; conducir el observatorio de la corrupción; alcanzar propuestas legislativas en materia anticorrupción, entre otros.
- ¹²⁴ En aras de la materialización de lo establecido en la referida Declaración, en noviembre de 2011 dichas instituciones suscribieron un Convenio Tripartito de Cooperación con el objetivo de promover y desarrollar una acción interinstitucional conjunta y articulada que permita afianzar el proceso de armonización de políticas públicas referidas a la prevención, investigación y sanción de actos de corrupción.
- ¹²⁵ CONSEJO NACIONAL DE LA MAGISTRATURA. Resolución N° 513-2011-PCNM (El Peruano: 25 de agosto de 2011).
- ¹²⁶ CONTRALORÍA GENERAL DE LA REPÚBLICA. Alianza Estratégica entre la Contraloría General de la República y el Consejo Nacional de la Magistratura. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en <http://www.contraloria.gob.pe/wps/wcm/connect/4514bae6-47ba-40e1-91b1-32f4edc19b56/AE_Consejo_Nacional_Magistratura_110531.pdf?MOD=AJPERES>. El 31 de mayo de 2011 se suscribió el citado Convenio a fin de establecer mecanismos de cooperación mutua para el fortalecimiento de las capacidades internas de ambas instituciones, a fin de promover y desarrollar acciones conjuntas que contribuyan a la lucha contra la corrupción, al fortalecimiento del control de la gestión pública, a la probidad administrativa, a la mejora de la administración de justicia y a la defensa de la legalidad.
- ¹²⁷ INSTITUTO NACIONAL PENITENCIARIO. Oficio N° 027-2012-INPE/02, de fecha 21 de mayo de 2012. P. 2-8. Del mismo modo, a 2011, el estado situacional de la infraestructura de los EP muestra que el 18% de éstos era catalogado como “bueno”, el 45% como “regular” y el 37% como “malo”.
- ¹²⁸ MINISTERIO DE ECONOMÍA Y FINANZAS. Decreto Supremo N° 179-2011-EF (El Peruano: 11 de octubre de 2011).
- ¹²⁹ Dicho monto fue destinado a la adquisición de colchones y frazadas para los internos, así como al mantenimiento y reparación de la infraestructura de los establecimientos penitenciarios.
- ¹³⁰ PODER EJECUTIVO. Decreto de Urgencia N° 007-2012. (El Peruano: 22 de febrero de 2011). Según este dispositivo, el estado de emergencia se mantendrá hasta el 31 de diciembre de 2012.
- ¹³¹ Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. “10 Medidas de Reforma del Sistema Penitenciario”. En dicho documento, se señala como meta para fines del 2012 ampliar la cobertura en 3,500 plazas, así como iniciar la construcción de nuevos penales y mejorar las condiciones de los ya existentes con 71 proyectos de inversión. Al 2016, se espera habilitar 31,114 nuevas plazas de reclusión alcanzando, en total, 59,394 plazas como cobertura carcelaria. Este esfuerzo implicará una inversión pública de S/1,800,000,000 nuevos soles (aproximadamente \$675 millones de dólares).
- ¹³² CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29807. Ley que crea el Consejo Nacional de Política Criminal. (El Peruano: 30 de noviembre de 2011). Asimismo, mediante Decreto Supremo N° 008-2012-JUS, de fecha 20 de marzo de 2012, se aprobó su reglamento. La Secretaría Técnica de dicho Consejo Nacional se encuentra a cargo de la Dirección Nacional de Política Criminal y Penitenciaria del Ministerio de Justicia que tendrá como responsabilidad el diseño, ejecución y seguimiento de los mandatos previstos en la Ley N° 29807, como es la de estudiar, con evidencias empíricas, el fenómeno criminal y delincuencia en el país; aprobar un Programa Nacional de Política Criminal; articular las estrategias de lucha contra la criminalidad en el Estado; evaluará el funcionamiento del sistema penal; elaborará propuestas legislativas en materia penal y emitirá informes científicos sobre toda propuesta legislativa en materia penal, diseñará programas regionales de prevención del delito.

- ¹³³ El 11 de mayo del 2012, el señor Ministro de Justicia y Derechos Humanos, Doctor Juan Jiménez Mayor, encabezó la instalación formal del Consejo Nacional de Política Criminal (CONAPOC). En la actualidad, la secretaría técnica, viene elaborando un plan de trabajo, la metodología y el cronograma de actividades.
- ¹³⁴ INSTITUTO NACIONAL PENITENCIARIO. Oficio N° 027-2012-INPE/02 (21.05.2012). P. 2–8.
- ¹³⁵ El Programa de Asistencia a Víctimas y Testigos fue creado mediante Resolución N° 053-2008-MP-FN, del 15 de enero de 2008 y reglamentado mediante Resolución de Fiscalía de la Nación N° 1558-2008-MP-FN.
- ¹³⁶ MINISTERIO PÚBLICO. Programa Nacional de Asistencia a Víctimas y Testigos. Consulta: 16 de julio de 2012. Disponible en: <<http://www.mpf.n.gob.pe/ucavit/home.php#>>.
- ¹³⁷ MINISTERIO DE JUSTICIA Y DERECHOS HUMANOS. Decreto Supremo N° 003-2010-JUS. (El Peruano: 13 de febrero de 2010). Las medidas de protección a aplicarse pueden ser: protección policial, reserva de la identidad del protegido en las diligencias en las que intervenga, intervención del protegido en las diligencias utilizando métodos que imposibiliten su identificación visual, utilización de procedimientos mecánicos o tecnológicos para evitar que se ponga en peligro la seguridad del protegido cuando para preservar el derecho de defensa de las partes en la investigación o proceso penal, fuera necesario revelar su identidad, señalamiento de la sede de la fiscalía competente como domicilio del protegido para efecto de las notificaciones, además, la ubicación del colaborador en un ambiente que garantice su seguridad e integridad física, cuando esté recluido en un centro penitenciario.
- ¹³⁸ PODER JUDICIAL. Resolución Administrativa N° 187 – 2012-CE –PJ. (No publicada, de fecha 26 de mayo de 2010).
- ¹³⁹ Ver párrafo N° 08.
- ¹⁴⁰ MINISTERIO DEL AMBIENTE. Decreto Supremo 012-2009-MINAM. (El Peruano: 23 de mayo de 2009). La Constitución Política del Perú dispone en su artículo 67° que el Estado determina la política nacional del ambiente. Es en cumplimiento de este mandato que el MINAM aprobó el referido Decreto Supremo.
- ¹⁴¹ MINISTERIO DEL AMBIENTE. Decreto Supremo N° 014-2011-MINAM. (El Peruano: 14 de julio de 2011). El Plan Nacional de Acción Ambiental 2011-2021 se encuentra articulado con el Plan Bicentenario al 2021 y está orientado al cumplimiento de los compromisos ambientales internacionales contenidos en los objetivos de Desarrollo del Milenio, así como los adoptados en el marco de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Medio Ambiente, Declaración de Río, y otros.
- ¹⁴² Dentro de las metas prioritarias que incorpora el Plan Nacional de Acción Ambiental se encuentra la prevención y control de la contaminación atmosférica.
- ¹⁴³ MINISTERIO DEL AMBIENTE. Oficio N° 003-2012-MINAM/SG-OAJ, de fecha 20 de junio de 2012.
- ¹⁴⁴ El Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado (SERNANP) es un organismo público técnico especializado adscrito al Ministerio del Ambiente, encargado de dirigir y establecer los criterios técnicos y administrativos para la conservación de las Áreas Naturales Protegidas – ANP, y de cautelar el mantenimiento de la diversidad biológica. El SERNANP es el ente rector del Sistema Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado – SINANPE, y en su calidad de autoridad técnico-normativa realiza su trabajo en coordinación con gobiernos regionales, locales y propietarios de predios reconocidos como áreas de conservación privada.
- ¹⁴⁵ MINISTERIO DEL AMBIENTE. Oficio N° 003-2012-MINAM/SG-OAJ., de fecha 20 de junio de 2012.
- ¹⁴⁶ CONGRESO DE LA REPUBLICA. Ley N° 29763, Ley Forestal y de Fauna Silvestre. (El Peruano: 22 de julio de 2011).
- ¹⁴⁷ MINISTERIO DE AGRICULTURA. Resolución Ministerial N° 0048-2012-AG, de fecha 21 de febrero de 2012. La mencionada Resolución establece como prioritario el proceso de elaboración del Reglamento de la Ley N° 29763, Ley Forestal y de Fauna Silvestre, de manera participativa y descentralizada.
- ¹⁴⁸ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 27446. Ley del Sistema Nacional de Evaluación de Impacto Ambiental (El Peruano: 20 de abril de 2001), modificada por el Decreto Legislativo N° 1078. (El Peruano: 28 de junio de 2008).
- ¹⁴⁹ En el marco del programa presupuestal con enfoque de resultados, se implementó en el 2012 el Programa Presupuestal “Fiscalización Ambiental”, a cargo del OEFA, cuyo objetivo es incrementar el

- cumplimiento de la normativa ambiental por parte de la administración pública. Para dichos efectos, se ha asignado un presupuesto ascendiente a S/. 45'500,000 (aproximadamente US\$ 17,5 millones).
- ¹⁵⁰ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley 29815, Delégase en el Poder Ejecutivo la facultad de legislar en materias de minería ilegal. (El Peruano: 22 de diciembre de 2011).
- ¹⁵¹ PODER EJECUTIVO. Decreto Legislativo N° 1099 que aprueba acciones de interdicción de la Minería Ilegal en el departamento de Puno y remediación ambiental en las cuencas de los ríos Ramis y Suches (El Peruano: 12 de febrero de 2012); Decreto Legislativo N° 1100 que regula la interdicción de la minería ilegal en toda la República (El Peruano: 18 de febrero de 2012); Decreto Legislativo N° 1101 que establece medidas para el fortalecimiento de la fiscalización ambiental como mecanismo de lucha contra la minería ilegal (El Peruano: 29 de febrero de 2012); Decreto Legislativo N° 1102 que incorpora al Código Penal los delitos de minería ilegal (El Peruano: 29 de febrero de 2012); Decreto Legislativo N° 1103 que establece medidas de control y fiscalización en la distribución transporte y comercialización de insumos químicos (El Peruano: 04 de marzo de 2012); Decreto Legislativo N° 1104, que modifica la legislación sobre pérdida de dominio (El Peruano: 19 de abril de 2012); Decreto Legislativo N° 1105, que establece disposiciones para el proceso de formalización de las actividades de pequeña minería y minería artesanal (El Peruano: 19 de abril de 2012); Decreto Legislativo N° 1106, que regula la lucha eficaz contra el lavado de activos y otros delitos relacionados a la minería ilegal y crimen organizado (El Peruano: 19 de abril de 2012).
- ¹⁵² CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29419, Ley que regula la actividad de los recicladores. (El Peruano: 07 de octubre de 2009). MINISTERIO DEL AMBIENTE. Decreto Supremo N° 005-2010-MINAM. Reglamento de la Ley N° 29419, Ley que regula la Actividad de los Recicladores. (El Peruano: 03 de junio de 2010).
- ¹⁵³ Asimismo, el MINAM implementó el Sistema de Información para la Gestión de los Residuos Sólidos, con el objetivo de brindar información oportuna a la población sobre la prestación de servicios de residuos sólidos, así como evaluar la gestión municipal a nivel nacional; habiéndose prestado asistencia técnica a 18 localidades a nivel nacional.
- ¹⁵⁴ MINISTERIO DE SALUD. Información proporcionada por la Estrategia Sanitaria Nacional de Atención a Personas Afectadas por la contaminación de Metales Pesados y otras sustancias Químicas.
- ¹⁵⁵ PODER EJECUTIVO. Decreto Legislativo N° 1055, que modifica la Ley General del Ambiente. (El Peruano: 27 de junio de 2008). El citado dispositivo establece en su artículo 32.1° que el Límite Máximo Permisible-LMP es la medida de la concentración o del grado de elementos, sustancias o parámetros físicos, químicos y biológicos, que caracterizan a un efluente o una emisión, que al ser excedida causa o puede causar daños a la salud, al bienestar humano y al ambiente. Su determinación corresponde al Ministerio del Ambiente. Su cumplimiento es exigible legalmente por el Ministerio del Ambiente y los Organismos que conforman el Sistema Nacional de Gestión Ambiental.
- ¹⁵⁶ MINISTERIO DE ENERGÍA Y MINAS. Decreto Supremo N° 010-2010-MINAM, que aprueba los Límites Máximos Permisibles para la descarga de efluentes líquidos de Actividades Minero - Metalúrgicas. (El Peruano: 21 de agosto de 2010).
- ¹⁵⁷ MINISTERIO DE ENERGÍA Y MINAS. Resolución Ministerial 030-2011-MEM/DM, que aprueba los términos de referencia conforme a los cuales se elaborará el Plan de Implementación para el Cumplimiento de los Límites Máximos Permisibles (LMP) para la descarga de efluentes líquidos de actividades Minero - Metalúrgicas, así como el procedimiento de evaluación de dicho plan. (El Peruano: 22 de enero 2011).
- ¹⁵⁸ El Consejo Nacional de Derechos Humanos se encuentra conformado por miembros representantes del Estado y miembros representantes de la sociedad civil. Ver nota 5 y 6.
- ¹⁵⁹ La delegación peruana estuvo conformada por el señor Ministro de Justicia y Derechos Humanos, Dr. Juan Federico Jiménez Mayor (presidió la delegación); el señor Secretario Ejecutivo del Consejo Nacional de Derechos Humanos, Dr. José Antonio Burneo Labrín; el señor Embajador Luis Enrique Chávez Basagoitia; el señor Ministro de Trabajo y Promoción del Empleo, Dr. José Villena Petrosimo; la Viceministra del Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables, Dra. Marcela Huaita Alegre y; una funcionaria de la Alta Dirección del Ministerio de Salud, Dra. Dalia Suárez Salazar.
- ¹⁶⁰ Reporte Estadístico Diario del RENIEC al 16 de mayo de 2012.
- ¹⁶¹ REGISTRO NACIONAL DE IDENTIFICACIÓN Y ESTADO CIVIL. Oficio N° 0001048-2012/SGEN/RENIEC, de fecha 25 de junio de 2012. P. 2.
- ¹⁶² REGISTRO NACIONAL DE IDENTIFICACIÓN Y ESTADO CIVIL. Oficio N° 0001048-2012/SGEN/RENIEC, de fecha 25 de junio de 2012. P. 2-6.

- ¹⁶³ En estos casos, personal del RENIEC se constituye en el domicilio, albergue u hospital del beneficiario a fin de consignar sus datos, tomar la fotografía requerida, y recoger huellas digitales; para luego hacer entrega del respectivo DNI.
- ¹⁶⁴ Ver nota 6.
- ¹⁶⁵ En lo que respecta a deficiencias y omisiones, se refiere a: *i)* Faltó apoyo político del más alto nivel; *ii)* Faltó diseñar un Sistema de Seguimiento y Evaluación del PNDH; *iii)* Faltaron construir indicadores que permitan definir una línea de base para dar seguimiento y evaluar el avance en el cumplimiento del PNDH; *iv)* No se establecieron las instituciones responsables del cumplimiento de los objetivos y actividades; *v)* No se asignó una partida presupuestaria específica para su implementación; *vi)* No se estableció el ente responsable de su seguimiento y evaluación, haciéndose el CNDH responsable de tal tarea pese a su calidad de órgano asesor; *vii)* No se diseñó un Plan de Difusión del PNDH, etc.
- ¹⁶⁶ Conformado por miembros del CNDH como el Ministerio de Relaciones Exteriores, el Ministerio de Educación y la Defensoría del Pueblo. Asimismo por la Mesa de Concertación para la Lucha contra la Pobreza, así como el grupo impulsor del PNDH: Coordinadora Nacional de Derechos Humanos, Plataforma Interamericana de Derechos Humanos-Capítulo peruano, Centro de Derechos y Desarrollo – CEDAL, Perú Equidad, Movimiento Para Que No se Repita y Amnistía Internacional. Para la realización de las audiencias en la ciudad de Lima, se incorporó a la Municipalidad Metropolitana de Lima.
- ¹⁶⁷ Los diversos cambios demográficos, sociales y económicos producidos en el Perú en los últimos años han hecho necesaria la actualización de la metodología para la medición de la pobreza. La misma, toma en cuenta los cambios en la distribución poblacional urbano –rural según el Censo de Población 2007 y nuevos aspectos referentes a la medición del gasto de los hogares y de la línea de pobreza, como son: cambios en la canasta básica de alimentos; hábitos de consumo; requerimiento calórico en función a la talla, peso, edad y esfuerzo físico; así como ampliación de la muestra de población de referencia que determina hábitos de consumo. Asimismo, es oportuno precisar que la medición de la pobreza monetaria se calcula comparando los gastos de los hogares con la línea de pobreza. Dicha línea es aquella que permite adquirir una canasta básica de consumo suficiente para satisfacer requerimientos nutricionales y otras necesidades básicas de los hogares. De esta manera, se define como pobre a la población que vive en hogares cuyo gasto, por persona, es inferior al monto establecido en la línea de pobreza; que para el año 2010 se fijó en S/. 264.00 nuevos soles (aproximadamente \$ 98 dólares).
- ¹⁶⁸ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Informe Técnico sobre Evolución de la Pobreza 2007-2011. Lima, mayo de 2012.
- ¹⁶⁹ El derecho al agua ha sido reconocido como un derecho fundamental por el Tribunal Constitucional peruano, en su Sentencia recaída en el Expediente N° 06534-2006-AA/TC. F.J. 18.
- ¹⁷⁰ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Oficio N° 482-2012-INEI/DTDIS, de fecha 27 de junio de 2012. P. 01.
- ¹⁷¹ Ver párrafo 7. Entre los programas a cargo del Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social se tienen: el Programa Nacional de Apoyo Directo a los más Pobres-JUNTOS; el Programa Nacional Cuna Más, el Programa Nacional de Asistencia Solidaria Pensión 65, el Programa Nacional de Apoyo Alimentario-PRONAA, y el Fondo Nacional de Cooperación para el Desarrollo-FONCODES.
- ¹⁷² La población objetivo del programa lo constituyen aquellas personas comprendidas en centros poblados de entre 200 y 2,000 habitantes a nivel nacional. Con este fin, el programa comprende un conjunto de intervenciones articuladas entre los Gobiernos Regionales y los Gobiernos Locales. Este programa provee cinco productos, entre los cuales destacan: Población Cuenta con Acceso al Agua y Saneamiento de Calidad, Población Cuenta con Conocimiento de Saneamiento, y Población Cuenta con Conocimiento de uso de Agua y de Disposición Sanitaria.
- ¹⁷³ La Ley Marco del Aseguramiento Universal en Salud fue promulgada en el 2009¹⁷³. El Aseguramiento Universal en Salud (AUS) es un proceso orientado a lograr que toda la población residente en el territorio nacional disponga de un seguro de salud que le permita acceder a un conjunto de prestaciones de salud de carácter preventivo, promocional, recuperativo y de rehabilitación en condiciones adecuadas de eficiencia, equidad, oportunidad y calidad; a través de las instituciones administradoras de fondos de aseguramiento en salud. Las instituciones administradoras de Fondos de Aseguramiento en Salud pueden ser privadas, públicas o mixtas, y dentro de ellas se encuentran el Seguro Social de Salud (ESSALUD), el Seguro Integral de Salud (SIS), Sanidades de

- las Fuerzas Armadas y Policiales, Entidades Prestadoras de Salud (EPS), Compañías de Seguros Privados de Salud y entidades de salud que ofrecen servicios de salud pre-pagadas.
- 174 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Informe Técnico N° 02. Estadísticas con Enfoque de Género. 02 de junio de 2012. P. 46.
- 175 Asimismo, al 2012, 5'566,272 afiliados son niños, niñas y adolescentes de 0 a 17 años.
- 176 Todas las tasas de mortalidad se expresan por mil nacidos vivos. La mortalidad neonatal es calculada como el número de defunciones que ocurren en menores de 29 días de nacido.
- 177 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar 2011.
- 178 La población objetivo del programa lo conforman las gestantes y neonatos. Con este fin, el programa comprende un conjunto de intervenciones articuladas entre los pliegos Ministerio de Salud, Seguro Integral de Salud, Gobiernos Regionales y Gobiernos Locales. Este programa provee dieciséis productos, siendo sus principales intervenciones las que comprenden acciones de prevención de la muerte de recién nacidos y de mujeres en estado de gestación durante el parto. Una de las tareas principales para ello es lograr que un número de partos sean atendidos por especialistas y que éstos se realicen en centros de salud. Adicionalmente, el programa financia acciones de controles de gestación, alimentación para madres gestantes y de los recién nacidos, así como servicios de consejería en salud sexual y reproductiva y acceso a métodos de planificación familiar.
- 179 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar 2011.
- 180 La tasa de mortalidad materna es la estimación de las mujeres que pierden la vida debido a complicaciones de embarazo, parto o dentro de los 42 días después de su terminación.
- 181 MINISTERIO DE SALUD. Informe de Gestión del año 2011.
- 182 El parto institucional es aquel atendido con asistencia de personas de salud calificado.
- 183 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar 2011.
- 184 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar 2011. La ampliación de esta cobertura es el resultado de los esfuerzos desplegados en la adecuación cultural de los servicios de salud, con especial atención a las particularidades de la población en situación de pobreza y extrema pobreza; el fortalecimiento del sistema de Vigilancia Comunitaria y el Radar de Gestantes; el incremento del número de casas de espera; así como la mejora de la cobertura del SIS en los distritos más pobres.
- 185 La tasa de mortalidad infantil se mide a partir del número de muertes de niñas y niños menores de un año de edad.
- 186 fuente
- 187 MINSA. Informe de Gestión del año 2011.
- 188 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Demográfica y de Salud Familiar 2011.
- 189 Ver nota 39.
- 190 El Plan Articulado Nutricional está orientado a conseguir resultados vinculados a la reducción de la desnutrición crónica en niños menores de 5 años. Comprende un conjunto de intervenciones articuladas entre el Ministerio de Salud, el Ministerio de la Mujer y Desarrollo Social, la Presidencia del Consejo de Ministros, el Seguro Integral de Salud, los Gobiernos Regionales y los Gobiernos Locales. La rectoría de este programa estratégico está a cargo del Ministerio de Salud.
- 191 La población objetivo de este programa lo conforman los niños menores de 5 años. Con este fin, el programa comprende un conjunto de intervenciones articuladas entre los pliegos Ministerios de Salud, Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables, Presidencia del Consejo de Ministros, Seguro Integral de Salud, Gobiernos Regionales y Gobiernos Locales.
- 192 MINISTERIO DE LA MUJER Y POBLACIONES VULNERABLES. Boletín del Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables. Periodo julio 2006-diciembre 2011. P. 6 y ss.
- 193 INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Evolución de los indicadores de los Objetivos de Desarrollo del Milenio al 2010. P. 122 y 123.
- 194 A esta labor se suman actividades de reforzamiento para evitar que los resultados alcanzados se reviertan a futuro.
- 195 MINISTERIO DE EDUCACIÓN. Equipo de sistemas e informática del PRONAMA. Actualizado al 24 de enero de 2012. En el marco de este proceso, entre los periodos 2007 y 2010 se han atendido a 2, 449,734 personas en el proceso de alfabetización, correspondiente al ciclo inicial de la Educación

- Básica Alternativa (EBA) y entre los periodos 2008-2009 al 2011 a 1'127,213 estudiantes en el proceso de continuidad educativa que corresponde al ciclo intermedio de la EBA.
- ¹⁹⁶ MINISTERIO DE EDUCACIÓN. Plan Nacional del PRONAMA reformulado. Marzo de 2011.
- ¹⁹⁷ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Evolución de los indicadores de los Objetivos de Desarrollo del Milenio al 2010. P. 122 y 123.
- ¹⁹⁸ La Educación Básica Alternativa es una modalidad de la Educación Básica destinada a estudiantes que no tienen acceso a la Educación Básica Regular, en el marco de una educación permanente, para que adquieran y mejoren los desempeños que la vida cotidiana y el acceso a otros niveles educativos les demanden.
- ¹⁹⁹ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Encuesta Nacional de Hogares, 2004–2011. Condiciones de Vida en el Perú. P. 12.
- ²⁰⁰ La tasa neta de asistencia a educación primaria, es la proporción de población de 6 a 11 años de edad que asiste a algún grado de educación primaria.
- ²⁰¹ *La Evaluación Censal de Estudiantes* (ECE) consiste en la aplicación de pruebas estandarizadas a los estudiantes de segundo grado de primaria y a los estudiantes de cuarto grado de primaria que tienen una lengua materna originaria distinta al castellano y asisten a una escuela de Educación Intercultural Bilingüe (EIB). Entre los objetivos que persigue la ECE se encuentran conocer el nivel de logro que han alcanzado los estudiantes de segundo grado de todo el país, en los componentes de comprensión lectora y matemática. Los resultados de las pruebas se reportan según los niveles de logro. Se establecen dos niveles de logro (nivel 1 y nivel 2), siendo el nivel 2 el que agrupa las tareas esperadas para el grado y el nivel 1 el que agrupa las tareas de menor dificultad. Los estudiantes que no lograron desarrollar todas las tareas del nivel 1, se ubicaron en el grupo Por debajo del nivel 1. La evaluación revela que, al 2011, en comprensión lectora, sólo el 29,8% de los estudiantes alcanzaron el Nivel 2, mientras que el 47,1% fue ubicado en el Nivel 1 y el 23,2% por debajo del Nivel 1.
- ²⁰² Los Programas Presupuestales son: “Logros de aprendizaje de los estudiantes de II ciclo de educación básica regular”; “Logros de aprendizaje de los estudiantes de primaria de educación básica regular”; y “Logros de aprendizaje de los estudiantes de secundaria de educación básica regular”.
- ²⁰³ MINISTERIO DE EDUCACIÓN. Resolución Ministerial N° 0440-2008-ED, de fecha 15 de diciembre de 2008. La Educación Básica se organiza en Educación Básica Regular (EBR), Educación Básica Especial (EBE) y Educación Básica Alternativa (EBA). La Educación Básica Regular es la modalidad que abarca los niveles de Educación Inicial, Primaria y Secundaria; está dirigida a los niños, niñas y adolescentes que pasan oportunamente por el proceso educativo. El Diseño Curricular Nacional de la Educación Básica Regular fue aprobado en el marco de la Ley N° 28044, Ley General de Educación y en aplicación de la Ley N° 27741, Ley que establece la Política Educativa en materia de Derechos Humanos.
- ²⁰⁴ Del mismo modo, se han incorporado, de forma continua, normas y orientaciones a fin de promover la interculturalidad, el bilingüismo, así como la incorporación al sistema educativo de personas con necesidades educativas especiales, en el marco de las Directivas para el Desarrollo del Año Escolar correspondientes al 2009, 2010, 2011 y 2012. Cabe resaltar que en estos documentos se prevé, de forma expresa, la gratuidad de la matrícula escolar, así como de la distribución de textos escolares y materiales educativos.
- ²⁰⁵ MINISTERIO DE EDUCACIÓN. Resolución Ministerial N° 008-2012-ED, de fecha 09 de enero de 2012.
- ²⁰⁶ Antes del incremento, la Remuneración Mínima Vital ascendía a S/. 600 nuevos soles (aproximadamente \$225 dólares).
- ²⁰⁷ PODER EJECUTIVO. Decreto Supremo N° 011-2011-TR. (El Peruano: 13 de agosto de 2011).
PODER EJECUTIVO. Decreto Supremo N° 007-2012-TR. (El Peruano: 16 de mayo de 2012).
- ²⁰⁸ La tasa de desempleo mide la proporción de la PEA (Población Económicamente Activa) desocupada (trabajadores que estando en condiciones de trabajo buscan empleo) respecto al total de la PEA (trabajadores que estando en condiciones de trabajo trabajan y buscan empleo).
- ²⁰⁹ Población Económicamente Activa.
- ²¹⁰ INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA E INFORMÁTICA. Oficio N° 482-2012-INEI/DTDIS, de fecha 27 de junio de 2012. P. 4.
- ²¹¹ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. INFORME N° 07-2012/MTPE/2/15.1, de fecha 17 de julio de 2012. P. 2.
- ²¹² CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29430 Ley de Prevención y Sanción del Hostigamiento Sexual. (El Peruano: 8 de noviembre de 2009).

- ²¹³ En la misma línea: Decreto Supremo N° 019-2006-TR, Reglamento de la Ley N° 28806 – Ley General de Inspección del Trabajo (El Peruano: 19 de julio de 2006). “*Artículo 25.14°.- Se sanciona como infracción muy grave en materia de relaciones laborales, los actos de hostilidad y el hostigamiento sexual, así como cualquier otro acto que afecte la dignidad del trabajador o el ejercicio de sus derechos constitucionales*”.
- ²¹⁴ MINISTERIO DE TRABAJO Y PROMOCIÓN DEL EMPLEO. Resolución Ministerial N° 376-2008-TR. (El Peruano: 30 de noviembre de 2008).
- ²¹⁵ CONGRESO DE LA REPÚBLICA. Ley N° 29849, Ley que establece la eliminación progresiva del Régimen Especial del Decreto Legislativo N° 1057 y otorga Derechos Laborales. (El Peruano: 12 de marzo de 2012).
- ²¹⁶ MINISTERIO DE VIVIENDA, CONSTRUCCIÓN Y SANEAMIENTO. Oficio N° 020-2012-VIVIENDA/GA, de fecha 02 de julio de 2012. P. 1–2.
- ²¹⁷ Techo Propio es un programa orientado a facilitar el financiamiento para la vivienda, a las familias peruanas con menores recursos; permitiéndoles el acceso a una vivienda que cuente con servicios de electricidad, agua y desagüe, y condiciones adecuadas de habitabilidad.
- ²¹⁸ Nuevo Crédito Mi-Vivienda es un producto del Fondo MIVIVIENDA S.A. que se ofrece a través de las diversas Instituciones Financieras del mercado local, (Bancos, Financieras, Edpymes, Cajas Municipales de Ahorro y Crédito, Cajas Rurales de Ahorro y Crédito, Cooperativas de Ahorro y Crédito o Empresas Administradoras Hipotecarias). El Nuevo Crédito MIVIVIENDA financia la compra de viviendas terminadas, en construcción o en proyecto, que sean de primera venta.
- ²¹⁹ El Banco de Materiales fue creado con el propósito de reducir el déficit habitacional existente, y es una empresa del Estado de derecho privado, creada por la Ley N° 23220, complementada y modificada por las Leyes N° 26903 y 26963, cuyo objeto social es colaborar con el desarrollo integral de la comunidad urbana y rural en la edificación y mejoramiento de la vivienda y habilitaciones urbanas.
- ²²⁰ MINISTERIO DE VIVIENDA, CONSTRUCCIÓN Y SANEAMIENTO. Oficio N° 020-2012-VIVIENDA/GA, de fecha 02 de julio de 2012. P. 1–2.
- ²²¹ MINISTERIO DE VIVIENDA, CONSTRUCCIÓN Y SANEAMIENTO. Decreto Supremo N° 001-2012. (El Peruano: 01 de enero de 2012).
- ²²² MINISTERIO DE VIVIENDA, CONSTRUCCIÓN Y SANEAMIENTO. Oficio N° 020-2012-VIVIENDA/GA, de fecha 02 de julio de 2012. P. 1–2.
- ²²³ La promulgación y vigencia del NCPP, ha introducido al Perú un sistema procesal penal garantista, acorde con la Constitución Política del Perú y los tratados internacionales en materia de derechos humanos; superando así las deficiencias de la legislación procesal penal del Código de Procedimientos Penales, cuya tendencia era seguir un sistema inquisitivo.
- ²²⁴ MINISTERIO DE JUSTICIA Y DERECHOS HUMANOS. Decreto Supremo N° 011-2012-JUS. Reglamento de Organización y Funciones del Ministerio de Justicia, de fecha 19 de abril de 2012. La Dirección de Asistencia Legal y Defensa de Víctimas se encuentra adscrita a la Dirección General de Defensa Pública y Acceso a la Justicia del MINJUS.
- ²²⁵ MINISTERIO DE JUSTICIA Y DERECHOS HUMANOS. Decreto Supremo N° 011-2012-JUS. Reglamento de Organización y Funciones del Ministerio de Justicia, de fecha 19 de abril de 2012. “*Artículo 108.- La Dirección de Conciliación Extrajudicial y Mecanismos Alternativos de Solución de Conflictos se encarga de ejecutar la función de conciliación extrajudicial, arbitraje popular y otros mecanismos alternativos de solución de conflictos, a nivel nacional de acuerdo a sus competencias*”.
- ²²⁶ El servicio de conciliación se brinda a través de centros de conciliación gratuitos.
- ²²⁷ Las funciones arbitrales que ejerce la Dirección de Conciliación Extrajudicial y Medios Alternativos de Solución de Conflictos del MINJUS se hacen efectivas a través del Centro de Arbitraje Popular “Arbitra Perú”.